



16/02/2018

RAP/RCha/ITA/17(2018)

CHARTE SOCIALE EUROPEENNE

17e rapport sur la mise en œuvre de la
Charte sociale européenne
soumis par

LE GOVERNMENT DE L'ITALIE

- Suivi des réclamations collectives n°27/2004, 58/2009, 87/2012, 91/2013, 102/2013, 105/2014
- Informations complémentaires sur l'article 18§1 (Conclusions 2016°)

Rapport enregistré par le Secrétariat le

16 février 2018

CYCLE 2018

Informations sur les suites données aux décisions du CEDS relatives aux réclamations collectives suivantes contre l'Italie

Réclamation collective n° 27/2004 European Rome Rights Centre v. Italy

Réclamation collective n° 58/2009 Centre on Housing Rights Centre (COHRE) v. Italy

La réclamation n. **27/2004**, enregistrée le 28 juin 2004, porte sur l'article 31 (droit au logement) seul ou en combinaison avec l'article E (non-discrimination) de la Charte sociale européenne révisée. Les criticités soulevées sont les suivantes :

- *Campements Roms insuffisants et inadéquats ;*
- *Evictions forcées des zones de stationnement et des campements ;*
- *Manque d'un logement fixe et digne.*

La réclamation n. **58/2009**, enregistrée le 29 mai 2009, dénonce la violation des articles suivants, seuls ou en combinaison avec l'article E de la Charte sociale européenne révisée :

- **Articles 16** (*droit de la famille à une protection sociale, juridique et économique*) et **31** (*droit au logement*) au motif que les récentes mesures de sûreté - dites « urgentes » - ainsi que les discours racistes et xénophobes ont donné lieu à une série d'opérations illégales telles que les évictions forcées et les expulsions des Roms et Sintis de leurs logements, qui les a réduites à l'état de « sans-abri ». On doit ajouter que l'Italie n'a pas mis en place les Conclusions de la réclamation collective n. 27/2004 ;
- **Article 19** (*droit des travailleurs migrants et de leurs familles à la protection et à l'assistance*) – notamment les alinéas 1, 4c et 8 – au motif que l'Italie, en plus de ne pas fournir assistance ou protection pour le logement ou contre la propagande raciste et xénophobe, ne garantit pas les outils appropriés (es. *avoir recours au tribunal*) en cas d'expulsion ;

Article 30 (*droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale*) au motif des politiques de ségrégation et d'émargination sociale à l'encontre des Roms et Sintis ainsi que du refus à leur concéder un état légal et la protection sociale.

Réponse

En ce qui concerne les réclamations visées dans ce rapport, pour mettre à jour ce qui a été expliqué dans le précédent rapport du Gouvernement italien, demandé en 2014 (en version simplifiée), voici les informations sur la suite donnée par le Gouvernement, par l'intermédiaire des organismes institutionnellement responsables, aux mesures de mise en œuvre de la Stratégie nationale d'inclusion des Roms, Sinti et Camminanti, déjà reportée en annexe.

Comme on le sait, pour la mise en œuvre de la Stratégie - approuvée en 2012, après la Communication de la Commission européenne¹ - l'Office national italien de lutte contre la discrimination raciale - UNAR, responsable de la coordination des actions prévues par la Stratégie, a été désigné comme **Point de Contact national** pour l'Italie.

Le document dans lequel elle est contenue établit en effet une relation synergique et collaborative continue et nécessaire avec les administrations centrales, régionales et locales, ainsi qu'avec la société civile.

En tant que Point de Contact national (ci-après PCN), en exerçant le rôle de coordination qui lui est assigné, l'UNAR s'attache à encourager la participation des administrations publiques impliquées dans la réalisation des objectifs de la Stratégie, ainsi

¹ Avec la Communication n° 173 du 4 avril 2011, « *Un quadro dell'Unione europea per le strategie nazionali di integrazione dei Rom fino al 2020* » (Un dispositif de l'Union européenne pour les stratégies nationales d'intégration des Roms jusqu'en 2020), la Commission européenne a exhorté les États membres à élaborer des stratégies nationales d'inclusion des Roms ou à agir dans le cadre des politiques plus générales d'inclusion sociale pour améliorer les conditions de vie de cette population.

que des associations engagées dans les activités de lutte contre la discrimination, en particulier à l'égard des personnes RSC.

Comme cela a déjà été précédemment souligné, la Stratégie accorde une attention particulière au thème du logement, prévoyant la possibilité d'une série de solutions possibles pour l'accès au logement des Roms, Sinti et Camminanti (ci-après RSC), avec un processus participatif afin de surmonter définitivement l'approche d'urgence et les grandes implantations mono-ethniques, en accordant l'attention voulue au regroupement familial.

À cet égard, il convient d'abord de signaler qu'à la suite de l'arrêt n° 9687/2013 prononcé par la Cour de Cassation, qui a définitivement statué sur le caractère illégitime de l'état d'urgence et des arrêtés d'exécution y afférents, portant uniquement sur l'existence de communautés nomades présentes dans les territoires des régions Lombardie, Latium et Campanie, la « phase d'urgence » a été définitivement close, avec le retour au régime ordinaire.

En ce qui concerne l'utilisation des fonds alloués et pas encore utilisés dans le cadre de la gestion de l'ancienne situation d'urgence nomades, cela a entraîné le transfert des compétences aux administrations municipales, habilitées par la loi à la mise en œuvre des politiques sociales et d'inclusion, avec les régions. En effet, nombre d'entre elles ont légiféré en assurant non seulement la reconnaissance des droits, mais également la préparation d'engagements financiers spécifiques.

En outre, comme cela a déjà été précédemment mentionné, des procédures d'attribution de logements sociaux ont été engagées et achevées, et des interventions ont été menées pour la rénovation d'aires de stationnement ou pour la construction de nouvelles aires, ainsi que pour le soutien de projets d'*autorecupero* (auto-récupération) ou d'auto-construction de bâtiments.

Ces activités et projets ont également concerné : les interventions d'intégration scolaire des mineurs Roms et de formation professionnelle (*service de transport pour les enfants à destination et en provenance des écoles, éducateurs professionnels ayant des fonctions de médiateur culturel, bourses ciblées, projets de soutien scolaire, etc.*) ; le soutien au crédit et à l'accès aux prêts pour l'achat de micro-zones privées ; le recours aux médiateurs culturels et la création de bourses de travail et de stages de formation par l'intermédiaire des médiateurs culturels et l'aide à la construction de coopérative gérées par des Roms.

Compte tenu de ce qui précède, il convient de rappeler que la question des Roms est constamment au centre des débats institutionnels de grande envergure, à tel point qu'elle est abordée et discutée à une Table ronde créée spécifiquement - *Qualité de la vie et inclusion sociale* - lieu de débat pour la définition de l'Accord de partenariat pour la programmation 2014- 2020².

Cette Table ronde a réuni de nombreux acteurs institutionnels, tant au niveau national que local (Ministères, Régions, Provinces, Communes), des partenaires sociaux, des associations du tiers secteur et des bénéficiaires, qui, d'après l'analyse des données de contexte, ont partagé des choix stratégiques, discuté des résultats escomptés et identifié les catégories de bénéficiaires qui ont besoin d'actions prioritaires.

Le document final de la Table ronde a identifié un objectif général ayant pour bénéficiaire la communauté Roms : « *Promouvoir l'intégration des communautés à risque de marginalisation et lutter contre la marginalisation extrême afin d'accroître les niveaux d'éducation, les conditions de santé et la participation sociale et professionnelle des populations Roms, Sinti et Camminanti, en collaboration avec la Stratégie nationale d'intégration des Roms* ». Son objectif spécifique est de faciliter l'accès des ROMS aux

²Les Fonds communautaires de cohésion au cours de la période 2014 - 2020 et leur cofinancement national sont utilisés sur la base d'un « Accord de partenariat » et de « Programmes opérationnels » conclus avec la Commission européenne dans le contexte du Cadre stratégique commun (CSF, Common Strategic Framework 2014 - 2020).

L'Accord de Partenariat est le document clé prévu par le Règlement (UE) N° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes sur les Fonds structurels et d'investissement européens, avec lesquels chaque État membre définit sa propre stratégie, ses priorités et les modes d'utilisation des fonds structurels européens pour la période 2014-2020.

L'Accord, transmis à la Commission européenne le 22 avril 2014, est le résultat d'un processus de consultation étendu aux Ministères, Régions, collectivités locales et partenariat économique et social et du dialogue informel avec la Commission.

services (éducation, travail, santé et logement) et d'améliorer leur participation sociale et institutionnelle, en essayant de promouvoir non seulement l'inclusion sociale effective de la Communauté Roms, Sinti et Cammintanti, mais également leur pleine capacité à exercer les droits fondamentaux.

En ce qui concerne plus particulièrement les activités menées par le Point de Contact national - UNAR, il convient de signaler tout d'abord la ligne d'action que l'Office a récemment définie, à la suite des griefs déposés contre le Gouvernement italien sur la question relative à la non suppression des campements.

Les actions et les interventions qui composent cette ligne sont illustrées ci-dessous, notamment par rapport à l'axe logement, avec la participation des principales administrations impliquées dans cette problématique, qui est particulièrement importante au regard des réclamations en question.

AXE LOGEMENT

A l'occasion de la Journée internationale des Roms et des Sinti (8 avril 2016), l'UNAR, en tant que PCN pour la mise en œuvre de la Stratégie, a convoqué un Groupe de travail interinstitutionnel composé des membres suivants : les administrations centrales (Ministère de l'Intérieur, Ministère du Travail et des Politiques sociales, Ministère de l'Éducation, Ministère de la Santé, Ministère des Transport et des Infrastructures), l'ANCI (association nationale des communes italiennes), l'ISTAT (institut national de la statistique) et les représentants des aires métropolitaines³ de Milan, Naples et Rome.

L'événement du 8 avril 2016 a également été l'occasion de communiquer publiquement le lancement de la **Plateforme nationale pour les Roms**, créée pour favoriser le dialogue entre les institutions et les communautés Roms, Sinti et Camminanti, comme l'espérait la Commission européenne.

La Plateforme nationale Roms (PNR) est un outil de dialogue opérationnel entre l'UNAR, en tant que PCN pour la Stratégie nationale pour l'Inclusion des Communautés Roms et Sinti, l'organisation non gouvernementale (ONG) Roms, Sinti et Camminanti, et les associations actives dans le secteur.

L'objectif principal de la Plateforme est de stimuler la coopération entre les institutions et organisations qui représentent les Roms et les associations actives dans le secteur, en particulier concernant les jeunes Roms. C'est pourquoi, pendant les réunions et tout au long de la période d'activité, les administrations nationales, locales et régionales désireuses de promouvoir le dialogue avec lesdites associations seront impliquées.

L'objectif secondaire est de faciliter la mise en réseau et de promouvoir l'établissement de réseaux entre les ONG et les associations de Roms.

Ladite réunion, qui est axée sur des résultats concrets, a été organisée pour définir un cadre clair d'actions pertinentes, en accordant une attention particulière à celles qui visent à surmonter les « campements de Roms », conformément aux indications de la Stratégie.

Les principales questions discutées à la Table ronde sont :

1. *Le renforcement du rôle de l'UNAR en ce qui concerne son activité de coordination des activités de la Stratégie (en ce qui concerne les quatre axes : éducation, travail, santé et logement) ;*

³ Les aires métropolitaines représentent quatorze « grandes collectivités territoriales » qui ont remplacé les provinces du même nom. La loi n° 56 du 7 avril 2014 (*Loi Delrio*) régit les dix aires métropolitaines des régions à statut ordinaire, dont les territoires coïncident avec ceux des provinces préexistantes : capitale de Rome, Turin, Milan, Venise, Gênes, Bologne, Florence, Bari, Naples et Reggio Calabria. À cela s'ajoutent les quatre aires métropolitaines des régions à statut particulier : Cagliari, Catane, Messine, Palerme. Les aires métropolitaines, comme les Provinces italiennes, sont des entités de second niveau régies par des organismes élus parmi les maires et conseillers des municipalités incluses dans l'aire métropolitaine.

2. *La reconnaissance de l'obsolescence effective du système des « campements de Roms », en tant qu'objectif prioritaire pour chaque action et mesure ;*
3. *L'engagement assurant la complémentarité dans l'utilisation des fonds nationaux, régionaux et locaux, en tenant compte des indications des Programmes opérationnels européens (PON Inclusion, PON Aires métropolitaines appelé PON Metro, PON éducation).*

Au cours de la réunion, une enquête a été présentée sur les implantations spontanées et autorisées des populations Roms, Sinti et Camminanti présentes en Italie, développée par l'UNAR avec l'ANCI et l'ISTAT.

L'objectif principal de l'enquête est de fournir aux autorités nationales, régionales et locales, ainsi qu'aux décideurs politiques, un outil important pour soutenir l'élaboration de politiques visant à résoudre les implantations mono-ethniques.

Les actions en cours et les mesures à venir sont les suivantes :

1. Le PCN continue d'analyser et de revoir la structure globale des fonds européens et nationaux destinés à la mise en œuvre de la Stratégie (avec un accent particulier sur le logement) ;

2. Les fonds nécessaires seront prévus pour la mise à jour de la recherche susmentionnée sur les implantations, ce qui permettra la mise en œuvre d'un système de suivi de la Stratégie.

Pour le début de la nouvelle Programmation européenne (2014-2020), mentionnée ci-dessus, différents instruments seront impliqués, parmi lesquels :

- Le Programme « Città Metropolitane » (aires métropolitaines), un outil qui accorde une attention particulière à la situation des communautés marginalisées, y compris les Roms, Sinti et Camminanti, vivant dans des campements ou d'autres zones inappropriées.

Tout en respectant les principes de la Stratégie, le Programme est destiné à promouvoir des actions intégrées visant à surmonter la situation des campements, afin d'encourager l'inclusion des personnes et des familles Roms avec la population résidente.

L'UNAR soutient ce Programme avec les fonds prévus dans le Programme opérationnel national (PON) Inclusion, notamment dans l'objectif 9.5⁴ qui a pour but l'inclusion et l'intégration des Roms.

Avec le PON Inclusion 2014-2020, cofinancé par le Fonds social européen, les fonds structurels interviennent pour la première fois pour étayer les politiques d'inclusion sociale. L'objectif de cet instrument est de contribuer au processus d'établissement des niveaux minimaux de certaines prestations sociales, afin qu'elles soient garanties de manière uniforme dans toutes les régions italiennes, en surmontant la diversité territoriale actuelle.

Le PON Inclusion est d'ailleurs connecté aux Programmes opérationnels (PO) régionaux, au PON Aires métropolitaines, ainsi qu'au FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis).

En outre, le PON Inclusion s'adresse également à l'intégration scolaire des Roms mineurs, en finançant directement le **Projet pour l'inclusion des enfants et des adolescents RSC** (objectif 9.5.1), dont certains éléments sont fournis.

Le Projet, promu par le Ministère du Travail et des Politiques sociales, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche, et avec l'appui technique de

⁴ 9ii – L'intégration socio-économique des communautés marginalisées, telles que les Roms.

9.5 – Réduction de l'extrême marginalité et mesures d'inclusion en faveur des personnes sans-abri et des populations Roms, Sinti et Camminanti, conformément à la Stratégie nationale d'inclusion.

l'Istituto degli Innocenti ⁵, s'inscrit dans un cadre partagé sur le plan institutionnel, composé du *Quatrième plan biennal national d'actions et d'interventions pour la protection des droits et le développement des enfants et des adolescents* et de la *Convention Onu sur les droits de l'enfant*, et notamment de la *Stratégie nationale d'inclusion des Roms, Sinti et Camminanti 2012-2020*.

L'objectif général de l'initiative est d'encourager les processus d'inclusion des enfants et des adolescents RSC, de promouvoir la diffusion des bonnes pratiques de travail et de connaissances, et de créer un réseau de collaboration entre les villes dites « città riservatarie » participant à l'expérimentation.

Le projet vise à travailler à travers des activités impliquant les deux principaux domaines de la vie des enfants et adolescents RSC : l'école et le cadre de vie.

En ce qui concerne l'école, le projet vise à fournir des outils, afin qu'elle soit davantage en mesure de soutenir les choix des familles RSC d'investir dans l'éducation, d'être plus inclusive pour tous et d'être un lieu de participation effective de tous les élèves et de leurs familles, en particulier des élèves et des familles RSC.

Une attention particulière est accordée à l'amélioration du climat scolaire, dans ses deux composantes liées à l'interaction entre personnes différentes et à des éléments liés à l'organisation et à la gestion de la classe, en se concentrant sur des outils tels que l'apprentissage coopératif, l'apprentissage par la pratique et les ateliers. La spécificité du projet a été de travailler avec tous les enfants des classes concernées, afin de favoriser de larges processus d'inclusion non stigmatisants.

Le travail dans les cadres de vie des enfants visait à intégrer les objectifs de réussite scolaire avec ceux qui visent à promouvoir le bien-être général de l'enfant, dans son contexte familial. Les activités ont donc cherché à renforcer le travail réalisé à l'école, mais aussi à faciliter l'accès aux services locaux des familles concernées et à promouvoir des voies de protection de la santé.

La construction du réseau local doit également être considérée comme stratégique et essentielle dans la nécessité de stabiliser les mécanismes de gestion des interventions sociales et socio-éducatives.

Le projet a également fait l'objet d'un suivi constant, qui a également permis une évaluation finale grâce à l'utilisation d'instruments standardisés (*questionnaire sociométrique, indice d'inclusion, etc.*).

Le Projet d'inclusion des enfants et des adolescents RSC a mis en œuvre, pour les années 2015/2016, la troisième annualité du parcours expérimental lancé en 2013 avec les villes dites « Città Riservatarie » (en vertu de la loi 285/97) de Bari, Bologne, Cagliari, Catane, Florence, Gênes, Naples, Palerme, Reggio Calabria, Rome, Turin et Venise. La ville de Milan a également participé en 2013/14.

Le nombre d'acteurs impliqués dans le Projet n'a cessé d'augmenter depuis la première année d'expérimentation.

Par rapport à la première année, les écoles participantes ont plus que doublé et les classes et les enfants RSC concernés étaient environ trois fois plus nombreux.

L'analyse globale des trois années du Projet (rapport d'évaluation 2015/16) montre de nombreuses constatations et données positives par rapport aux objectifs d'inclusion et d'intégration scolaire et dans le territoire.

40% des enfants impliqués dans la troisième année vivent dans des logements résidentiels ou sociaux, alors qu'au cours de la dernière année, ce pourcentage était d'environ 26%, avec une nette amélioration de 14%.

⁵ L'Istituto degli Innocenti de Florence est l'une des plus anciennes institutions italiennes dédiées à la protection de l'enfance. Elle promeut les droits actifs des enfants et des adolescents, tels qu'ils sont définis par la Convention sur les droits des enfants, adoptée à New York le 20 novembre 1989 et appliquée en Italie par la loi n° 176 du 27 mai 1991. L'Institut collabore avec UNICEF- Innocenti Research Centre qui a son siège dans l'Institut, tel que prévu par l'Accord entre le gouvernement de la République italienne et le Fonds des Nations unies pour l'enfance, signé à New York le 23 septembre 1986.

En ce qui concerne la fréquentation scolaire, il y a eu une amélioration de 30% en moyenne, passant ainsi de 43% d'absences sur le total des jours de classe à environ 30%. Même dans les relations avec les établissements scolaires, le projet a permis d'obtenir des résultats positifs, notamment dans l'interaction famille-enseignants.

Les indicateurs utilisés pour évaluer le projet dans les domaines de l'école, les relations avec les services de santé et les relations avec le territoire s'améliorent tous par rapport aux années précédentes.

Il s'agit toutefois de données provisoires, qui peuvent faire l'objet de variations en pourcentage, notamment pour ce qui est de la fréquentation scolaire, étant donné que les données sont mises à jour, dans la plupart des cas, au mois de mars de cette année.

- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) est un autre instrument qui contribue effectivement à la réalisation de l'objectif consistant à « promouvoir une gestion efficace des flux migratoires et à encourager la réalisation, le renforcement et le développement d'un système commun aux pays de l'Union pour les politiques d'asile et d'immigration », en respectant pleinement les droits et les principes énoncés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Ce fonds peut également fournir des ressources utiles pour l'adoption de mesures visant à l'inclusion sociale de la population Roms ou de ressortissants de pays tiers.

Le PCN peut également compter sur les activités de suivi menées par l'Observatoire Médias et Internet (qui sera abordé plus loin), en analysant notamment la dynamique des expulsions de personnes RSC effectuées sur le territoire italien, surtout dans les aires métropolitaines et les grandes agglomérations urbaines.

Constatant la complexité du phénomène, l'UNAR est en train d'élaborer des « Lignes directrices » à l'intention des autorités locales, dans lesquelles il est clairement indiqué comment mettre en œuvre de manière légitime les procédures d'expulsion des campements (autorisés, non autorisés et de fortune) et comment assurer la réinstallation des personnes, en respectant pleinement les droits fondamentaux de l'homme et les directives internationales.

Une fois définies, les lignes directrices pourront servir d'instruments juridiques non contraignants ou de sensibilisation, complétant et renforçant le suivi des situations les plus critiques en matière d'expulsions de RSC et de transferts dans les campements, pour les administrations locales concernées par ces problèmes et en leur proposant des solutions et des procédures conformes aux recommandations internationales et respectant les droits de l'homme.

Dans le cadre de la nouvelle planification des fonds structurels et en ce qui concerne le programme spécifique PON Metro, l'UNAR examine l'opportunité d'entreprendre certaines initiatives fondamentales pour surmonter les « campements Roms ».

Depuis le début de l'année 2017, en vertu de l'activité de responsabilisation envers la Commission européenne, l'UNAR a favorisé la coordination avec l'Agence pour la Cohésion territoriale et les aires métropolitaines (respectivement l'Autorité de Gestion et les Organismes intermédiaires du PON Metro) pour assurer :

- une utilisation correcte des ressources pour les interventions développées pour tous les types d'instruments financiers (PON Inclusion ; PON Metro ; PO régionaux) ;

- le principe de complémentarité qui doit régir les interventions ;

- le suivi des activités proposées conformément à la Stratégie RSC.

Cette activité de coordination s'est traduite par une réunion nationale qui s'est tenue en février 2017, destinée à recevoir des informations sur les besoins des municipalités en

vue des interventions en phase de démarrage de la part de l'UNAR, conformément aux actions prévues dans le PON Inclusion, en complémentarité avec le PON Metro.

L'UNAR, en tant que PCN, suit aussi directement l'évolution des actions prévues par les documents stratégiques du PON Metro, afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la Stratégie.

Statut juridique et protection sociale

En ce qui concerne la question controversée de la reconnaissance d'un « *statut juridique* » des minorités RSC, il convient de noter que, toujours dans le cadre de la Stratégie nationale d'inclusion des RSC, un groupe de travail conjoint spécial a été mis en place, avec la participation de la *Présidence du Conseil des Ministres - Département de l'Égalité des Chances, du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), des ONG et des associations représentatives des RSC, chargé d'examiner les questions relatives au statut juridique des Roms provenant de l'ex-Yougoslavie et de définir des voies et des solutions administratives et diplomatiques possibles* pour surmonter l' « apatridie de fait ».

Au cours des travaux de la Table ronde interministérielle juridique, il a été constaté que la voie la plus appropriée est la voie réglementaire (mais difficile à mettre en œuvre), étant donné que d'éventuelles mesures administratives pourraient donner lieu à des formes partielles de « couverture » des différents problèmes, avec une discrimination possible même au sein d'une même famille, puisque chaque Roms, tant par sa provenance/origine que par sa naissance, peut relever d'une situation juridique spécifique.

Dans ce contexte, des solutions réglementaires seront évaluées et, à plus court terme, des facilitations au moyen de mesures correctives administratives.

D'une manière plus générale, il a été reconnu qu'il était nécessaire de réexaminer les dispositions communautaires relatives aux minorités et d'envisager la possibilité d'autres voies juridiques, en tenant compte des recommandations et de certaines condamnations internationales à cet égard.

Question relative à la discrimination et à la propagande raciste xénophobe vis-à-vis des Roms, Sinti et Camminanti.

La stigmatisation de certains groupes ethniques ou sociaux a toujours été une source de préoccupation pour le Gouvernement central et les autorités locales en Italie.

Dans le cadre des initiatives (réglementaires) de lutte contre les formes de discrimination ou d'intolérance, le législateur a veillé à offrir une procédure accélérée aux ressortissants étrangers victimes de discrimination.

Comme cela a déjà été indiqué dans le rapport précédent, afin de garantir la protection et la promotion des droits fondamentaux de toutes les personnes vivant en Italie et de lutter contre les actes discriminatoires, l'Observatoire pour la sécurité contre les actes discriminatoires (OSCAD) a été créé en septembre 2010 au Ministère de l'Intérieur (Département de la Sécurité publique), et est composé d'importants représentants de la police d'État et du Corps des Carabiniers.

Il s'agit d'un organisme interarmées créé pour aider les personnes victimes de criminalité à caractère discriminatoire (crimes haineux), pour leur permettre de jouir du droit à l'égalité devant la loi et pour les protéger contre la discrimination. Il fonctionne en coordonnant les activités menées par la police d'État et le Corps des Carabiniers.

Dans le cadre général des discriminations ethniques et raciales, il convient de signaler que celles qui ont été commises envers les Roms, Sinti et Camminanti, y compris à travers les moyens informatiques, sont particulièrement importantes.

C'est pourquoi, pour endiguer la propagation de la discrimination, favorisée par les outils médiatiques, l'**Observatoire national contre la discrimination dans les médias et sur Internet (Observatoire Médias et Internet)** a été créé quelques années plus tard aux

côtés de l'OSCAD, à travers lequel l'UNAR-PCN est particulièrement actif dans le domaine de la lutte contre la propagande haineuse en ligne.

À travers cet Observatoire, l'UNAR a développé à partir de 2016 les activités de suivi déjà présentes dans les médias traditionnels, dans le but de rechercher, suivre et analyser au quotidien les contenus potentiellement discriminatoires provenant des principaux réseaux sociaux (par exemple, *Facebook*, *Twitter*, *GooglePlus* et *Youtube*) et des médias sociaux (articles de journaux, blogs et leurs commentaires, sites de fausses infos).

L'Observatoire adopte une stratégie interdisciplinaire combinant l'analyse du sentiment⁶, le suivi et la protection des victimes avec l'étude, la recherche et la conception de campagnes et d'initiatives visant à sensibiliser les internautes à la lutte contre la haine, l'intolérance et la violence en ligne. En ce sens, la participation des principales ONG actives dans ce secteur joue un rôle particulièrement important, notamment pour identifier des objectifs communs sur la base desquels planifier les actions futures.

L'objectif de cette stratégie est d'augmenter le niveau de sensibilisation du phénomène, sa portée, ses conséquences possibles et de développer des outils et des mécanismes de lutte contre la discrimination et la violence en ligne (actions de riposte).

La quantité de contenu intercepté par l'Observatoire - en moyenne 7 000 par jour - nécessite une analyse continue.

Les contenus de propagande haineuse sur le Web non seulement fournissent une image claire de compréhension et lecture du phénomène discriminatoire, mais exposent également à un défi constant : déterminer si certaines publications de *Facebook*, certains *tweets* ou commentaires d'un article de journal peuvent être une incitation à la violence, une insulte ou relèvent de la liberté d'expression. C'est une action qui exige un approfondissement juridique, sémantique et conceptuel constant. En général, en l'absence d'une définition claire de propagande haineuse au niveau national et international et compte tenu de la législation en vigueur, l'Observatoire évalue et sélectionne, décidant de rapporter aux autorités judiciaires ceux qui incitent clairement à la violence, en demandant, en même temps, leur retrait aux réseaux sociaux ou à l'administrateur du site hébergeant le contenu discriminatoire.

Le reste du contenu potentiellement discriminatoire est répertorié dans les rapports mensuels de l'observatoire pour permettre une lecture globale du phénomène de la propagande haineuse en ligne.

D'après les enquêtes réalisées, il ressort qu'environ 90% du contenu offensant est publié sur les réseaux sociaux (*Twitter*, *Facebook*, *YouTube*, *Instagram*) et que les 10% restants sont publiés sur les médias sociaux (blog, forum, quotidiens en ligne et leurs commentaires).

Un autre instrument auquel il convient de faire référence dans ce contexte est le **Fonds de solidarité pour la protection juridique des victimes de discrimination**, qui a été créé dans le but de promouvoir l'intégration sociale et de lutter contre les discriminations de quelque nature que ce soit (race ou origine ethnique, religion, convictions, âge, handicap, orientation sexuelle et identité de genre).

Il a été mis en place en 2014 par le Département de l'Égalité des Chances de la Présidence du Conseil des Ministres et géré, en collaboration, par le Conseil national italien de l'ordre des avocats et par l'UNAR.

Le Fonds permet aux victimes de discrimination d'avoir accès à la protection juridique grâce à l'avance des frais de justice, qui sont remboursés par un mécanisme de rotation en cas de jugement favorable.

⁶ L'analyse du sentiment (également appelée « *opinion mining* ») fait référence à l'utilisation du traitement du langage naturel, de l'analyse textuelle et de la linguistique computationnelle pour identifier et extraire des informations subjectives de différentes sources. L'analyse du sentiment est largement utilisée pour analyser les médias sociaux pour une variété d'applications, du marketing au service client.

La création du Fonds représente un pas important vers une protection plus efficace des victimes de discrimination.

Au 31 décembre 2016 (chiffre le plus récent), **40** demandes ont été présentées au Fonds.

Activité internationale de l'UNAR- PCN

L'activité du Gouvernement, dans les sujets en question, est également menée, à travers l'UNAR, en tant que PCN, sur le plan international, avec une participation active aux initiatives proposées par les Organismes internationaux (COE, CE, OSCE), à la fois en participant aux réunions et aux événements (Cahrom, European Platform, visites thématiques, congrès) et en collaborant directement à l'organisation d'événements, ainsi qu'en fournissant un retour aux informations requises (questionnaires, évaluation des besoins) et aux propositions avancées.

Auprès du Conseil de l'Europe, l'État italien, représenté par l'UNAR, est membre du CAHROM⁷.

En particulier, comme on le sait, le Comité est chargé des études, de la recherche et de l'évaluation des politiques et des pratiques adoptées par les États membres du Conseil, en matière d'intégration des communautés Roms.

Outre la collecte, la systématisation, la diffusion et la promotion de bonnes pratiques jugées conformes aux normes du Conseil, l'une des principales tâches consiste à élaborer des avis et des recommandations à soumettre au Comité des Ministres.

Il est à noter que des réunions régulières sont organisées auprès de la Commission européenne entre les National Roma Contact Point des différents pays membres, dans le but de fournir des informations sur l'état d'avancement des Stratégies nationales d'Inclusion RSC.

À cet égard, pour de plus amples informations sur les sujets en question, il convient de se reporter aux rapports 2015 et 2016 transmis à l'Union européenne, en particulier à certains extraits (en anglais) figurant ci-après, qui font partie intégrante de ce rapport et contiennent des informations sur les mesures prises et les activités menées par l'Italie, tant au niveau national que local, pour mettre en œuvre la Stratégie nationale.

⁷Ad Hoc Committee of Experts on Roma Issue. Comité ad hoc d'experts, institué par le Comité des Ministres dans le cadre de l'Article 17 du Statut du Conseil de l'Europe, en accord avec la Résolution CM/RES(2011)24 sur les comités inter-gouvernementaux.

UNAR REPORT 2015

Forward

1. With care to comply with EC Communication, No. 173/2011 et ff., as well as with the December 2013 EU Council Recommendation, on “Effective Roma integration measures in the Member States” (and the other recommendations issued over the past years at the international level, i.e. UN CERD Committee’s Conclusions (2012), UN CEDAW Committee Conclusions (2011), UN Human Rights Committee (CCPR) Conclusions (2005), UN Economic, Social and Cultural Rights (CESCR) Conclusions (2015)), the Italian Authorities have decided to submit - in addition to the EC Template - a narrative report on relevant measures adopted and/or implemented in the course of 2015.

2. The year 2015 marked the transition from the European Funds Planning, 2007-2013, to the new European Funds Planning, 2014-2020. Within this framework, UNAR (standing for National Office Against Racial Discrimination) as the National Roma Contact Point (acronym hereinafter, NRCP) has initiated a revision exercise of the National Roma Inclusion Strategy (acronym hereinafter, NRIS), to make it up-to-date, more result-oriented and in line with the new EU Funds Planning.

General information

3. Following the Italian semester of Presidency of the Council of the EU-2014 (and in view of the new EU Funds Planning 2014-2020), in the course of 2015, UNAR as the NRCP decided to work mainly on two work-streams: 1. the new EU Funds Planning, 2014-2020 - since the year 2015 marked the completion of many projects undertaken at all levels of the domestic system, under the previous EU Funds Planning, 2007-2013; 2. the re-designing and update of projects, actions and measures falling within the NRIS, 2012-2020, in order to be more result-oriented.

4. From a normative standpoint, with regard to better defining the legal status of, among others, Roma, Sinti and Caminanti (hereinafter, RSC) communities, by Act No. 162/2015 Italy ratified, on September 29, 2015, the UN Convention on the Reduction of Statelessness (1961).

5. As far as "Housing" and "Local action" sections are concerned, the housing-related mapping exercise carried out by ANCI (standing for National Association of Italian Municipalities) with UNAR's support came to an end in late 2015 (the same applies for the additional work-stream of that specific pilot-project carried out by the National Office of Statistics (acronym in Italian, ISTAT) - as discussed with, among others: FRA in Vienna; the V Meeting of the NRCPs held in Rome, during the Italian Presidency of the EU (November 2014), and in further detail below under Sections devoted to Employment and Housing.

6. From the above mapping exercise, aimed at Municipalities with over 15,000 inhabitants, it has emerged as follows: 738 Municipalities (= 59% of the Italian population) out of approx. 8,000 Italian Municipalities participated in this exercise; and 606 Municipalities specifically replied to the questionnaire submitted by ANCI.

206 Municipalities confirmed the presence of Roma, Sinti and Caminanti on their territories and do implement specific measures, as follows: 55% of the Municipalities concerned finances and/or manages targeted school-related measures for Roma and Sinti people living in settlements; 30% confirmed the supply of other school-related services, such as school buses for Roma children; 62% confirmed specific social services for Roma in settlements; 26% confirmed the establishment of specific socio-health desks within relevant settlements; 12% launched literacy courses for adults; 19% has activated vocational trainings for vulnerable groups, including Roma, with the aim of facilitating their job access; and 26% has launched socio-economic inclusion pathways.

7. As for the above Sections, of the utmost relevance and importance is the synergy with and role played by ANCI (standing for the National Association of Italian Municipalities) in: facilitating implementation, and monitoring the measures and projects under reference (In its capacity, ANCI is re-doubling its efforts to match the instances of local Authorities and the Central Administration (Ministry of Interior) with the aim to help overcome Roma settlements. To this end, negotiations are ongoing to elaborate a specific sectoral Plan of Action.

8. As for the section devoted to "The protection of children and women", Italy reiterates that it has introduced and envisages the principles of: human rights-based approach, a gender perspective and human rights as cross-cutting throughout the National Roma Inclusion Strategy. The principles under reference are to be considered in the various measures, including within the Partnership Agreement relating to the new EU Funds Planning, 2014-2020. On a more specific note, a gender perspective is included in all measures; and focus on children and youngsters is expressly considered under the sections on Education, Health and Labor, respectively.

9. In terms of "Monitoring and evaluating the policies", all initiatives are monitored by the respective Managing Bodies and self-evaluation exercises are always carried out, accordingly. However, an increasing monitoring role has been played by UNAR Roma Team of Experts under Action 6, Ob.4.2., Axis D, PON GAS 2007-2013.

10. At the organizational level, within UNAR-NRCP, the mandate of both the UNAR Roma Team of Experts and DG came to an end in late June and late September 2015, respectively. In early 2016, the new UNAR DG has been appointed; and the re-organization of the Office is ongoing.

Introduction

11. With the aim of expeditiously implementing the above EC Communication, the National Office Against Racial Discrimination (UNARⁱ) was designated as the National (Roma) Contact Point (NCP) for Roma Integration Strategies, up to 2020.

12. Under the aegis of the then Minister for Integration, Mr. A. Riccardi, the mandate of whom (subsequently entrusted to Hon. Ms. C. Kyenge) is currently covered by Hon. F. Biondelli, Undersecretary of State to the Ministry of Labor and

Social Policiesⁱⁱ, by an inclusive integrated inter-ministerial approach, UNAR launched a specific drafting exercise.

13. With the aim of adopting a comprehensive “National Strategy for the Inclusion of Roma, Sinti and Caminanti Communities in Italy, 2012-2020”, our National Strategy is inspired by a human rights-based approach, a gender perspective, and human rights education and training.

- With specific regard to gender perspective, as a way to fight multiple forms of discrimination Roma women’s empowerment inspires most projects and all measures. Over the last two years, UNAR has been participating and supports relevant international campaigns and/or events (i.e. Penelopeh).
- Among relevant activities, UNAR promoted a study on Roma women which was published in 2013 (AAVV Donne Rom, Collana Rom e Sinti, UNAR-ISTISSE, 2014) and contributed to CAHROM’s studies-2015 on: Child, Early and/or Forced Marriages (CEFM); Trafficking in Human Beings, especially women and children (THB); and Roma women’s empowerment.

14. As known, Italy’s National Strategy focuses on the four main EC’s thematic priorities (Labor, Housing, Health, and Education), to which we have also added human rights education and training (HRE).

15. In terms of governance, a complex system - which reflects the devolution characterizing the relations between central and regional Authorities in Italy – has been put in place. However, over the last two years, efforts have been doubled to increase and enhance regional and local capacities with the aim of strengthening “Local action”.

- Since 2012,ⁱⁱⁱ UNAR has been engaged in promoting the establishment of both national and regional Working Groups along with capacity-building, informational and promotional activities, aimed, mainly, at both training and raising awareness of the local Plans of social inclusion.

16. At the top of this system, mention has to be made of the so-called political control room, made up of relevant Ministers and Undersecretaries of State and set up in January 2012. Upon request by Hon. Poletti, Minister on Labour and Social Policies, this control room (*Cabina di Regia Politica*) did gather on December 2, 2014, and confirmed its support for UNAR-NRCP work, including its focus on NGOs participation.

17. As for the latter, in the course of 2015 UNAR has kept working with NGOs, including Roma and Sinti Federations – as admitted to take part in relevant Working Groups, following an ad hoc public notice made by UNAR in December 2011- February 2012^{iv}.

- With regard to the above-mentioned public notice,^v National Associations and Federations have been involved mainly in the work of the national thematic WGs (Plus, on July 30, 2013 an invitation was also extended to them, on the occasion of the ad

hoc National Meeting convened by the then Minister for Integration, UNAR and the then Vice-Minister on Labor, Social Policies and Equal Opportunities, in order to present the draft National Plan of Action Against all Forms of Racial Discrimination, as (later) adopted by Ministerial Decree in August 2015).

- With the aim of strengthening relevant synergies, in the course of 2015, UNAR worked to update the list of interested NGOs, to be formally published in early 2016.

18. Along the above lines, UNAR has thoroughly worked on designing, together with ANCI (standing for, the National Association of Italian Municipalities), an ad hoc website devoted to the NRIS under which specific areas are devoted to information-sharing between NGOs and local Authorities.

In brief

Following the above meeting of the new political control room, Italian Authorities have agreed upon, inter alia, as follows: To re-launch all activities undertaken upon UNAR's initiative at the regional and local levels, so as to further promote the adoption of the Social Inclusion Plans, locally; To meet all those Regions that have already set up a regional Working Group and those other ones whose decisions to this end have not been finalized yet - in order to provide them with adequate guidance; To focus and provide support with regard to and from within EU Structural Funds Planning, 2014-2020; To adequately inform and highlight the potentials of the Strategy within the framework of the new EU Funds Planning, 2014-2020, under which a specific Objective has been devoted to vulnerable groups, including Roma people (Ob. 9.5); and finally, To review the National Strategy to make it more result-oriented and in line with the new European Funds Planning.

19. From a chronological standpoint, following approval of this Strategy by the European Commission (EC Communication Memo., No. 226 of 21 May 2012), UNAR immediately launched – and keeps doing so - bilateral and multilateral talks and consultations with both regional and local Authorities, to make sure that the above governance system could be implemented. Since early November 2012, this Office has been strengthening its commitment towards the implementation of the National Strategy at the national, regional and local levels – in line with the EC motto launched in April 2014 by the EC, “Go to local”.

20. Following the establishment of the National thematic Working Groups (please refer to previous reports), in the course of 2015, their workings have changed: in some cases, in line with a more informal approach (WG on legal status); in some other cases, the work has been focused on specific activities (WG on Education and WG on Health); and finally, with regard to housing and labor, WGs did not gather but the work has been carried out on specific work-streams, such as the joint elaboration of a draft plan on housing by ANCI and Ministry of Interior, or the implementation of

ACCEDER and of the national Programme for Roma students in accordance with Act No. 285/97 (please refer to infos. under the specific sections below).

21. More specifically, mention has to be made of the following:

i. The Working Group on Roma Legal Status (*Tavolo giuridico*) (gathered between January 30, 2013 and June 2014, approx. on a monthly basis). In the course of 2015, it held mainly technical meetings aimed at better understanding the problems that birth registry offices face and how to facilitate contacts between Ministry of Interior relevant Offices and Roma communities – needless to say, attention has been paid to the ratification process of the 1961 UN Convention on Statelessness Reduction;

ii. The Working Group on Health (*Tavolo Salute*) (gathered from February 6, 2013 onwards several times, formally and informally, to elaborate the first sectoral plan of action to tackle the health of all members of these communities. This Plan was presented to the political control room on December 2, 2014. Entitled “Plan of Action for and with the Roma, Sinti and Caminanti Communities”, it focuses on three main areas: ad hoc training for socio-health care workers; information and access to services for RSC; prevention, diagnosis and care. Specific attention is paid to women and children in line with the specific Objective (out of 13) indicated in the National Strategy (Ob. 3.1). Further various actions have been designed to promote women’s empowerment as way to place them at the core of Roma communities. In terms of timing, this Plan was finalized in May 2015, transmitted for implementation to relevant regional Authorities on December 31, 2015 and introduced by Minister of Health in a public meeting (with WG, NGO, UNAR,) on February 8, 2016;

iii. The Working Group on Education (*Tavolo Istruzione*) (formally gathered on February 11, 2013 and on February 24, 2014). Within this framework, a subsidiary working group was set up and worked to launch a specific pilot-project for both students and teachers on Roma History/Porraimos and human rights. This work culminated in a ceremony, held on April 8, 2015 at the Presidency of the Ministers’ Council and organized by UNAR jointly with the Ministry of Education, various schools principals and students from the Municipality of Rome, Roma representatives and NGOs;

iv. The Working Group on Labor and Social Policies (*Tavolo Lavoro e Politiche Sociali*), formally gathered on February 1, 2013 and January 30, 2014, was superseded by specific projects implemented at a local level;

v. Lastly, the Working Group on Housing (*Tavolo Politiche Abitative*), which formally gathered on November 18, 2013, was superseded by more recent development such as the reports carried out by ANCI and ISTAT with UNAR support as well as by the current working on a specific Action Plan by ANCI and the Ministry of Interior. Within this framework, the Ministry for Transportations and Infrastructures published on its website a review of relevant regional legislation on social housing

(<http://www.mit.gov.it/mit/site.php?p=cm&o=vd&id=3250>).

vi. Equally important is the Statistical Task Force, involving the Italian National Statistical Institute (ISTAT) and the National Association of Italian Municipalities (ANCI), as established by UNAR in order to monitor the state of play of the Italian Strategy at the regional level, through two pilot projects.

- Specifically, in June 2012, UNAR joined the European Working Party for the monitoring of MSs Strategies, established by the European Commission's Fundamental Rights Agency (FRA). Within this framework, we actively participated in all the meetings aimed at elaborating the relevant FRA set of indicators in line with the EU Council's Recommendation, dated December 9, 2013. During the NRCP meeting held in Rome (November 2014), we stressed our support for the FRA Working Party and presented a preliminary report containing initial results of the above domestic projects (Please refer to the section on Housing).

vii. With specific regard to the Regional Working Groups, it is worth-recalling that UNAR held an initial meeting with the State-Regions Conference on December 3, 2012. In terms of follow-up, the latter requested all Italian Regions to proceed with the establishment of regional WGs/"Tables" in their respective Regions, by February 28, 2013.

- Ten Regions (Emilia Romagna, Liguria, Tuscany, Lazio, Molise, Marche, Campania, Umbria, Piedmont, and Calabria) did so; and other intend to do likewise. Most regional Working Groups - coordinated by the competent Authority (*ratione materiae*), generally covered by their regional social policy departments - consist of the competent council members and administrative bodies, local representatives of the Central Administration, such as *Prefets*, as well as those ones of the Provinces and Municipalities concerned. They also involve local NGOs and members of the Roma communities. These regional Working Groups aim at raising awareness of the National Strategy and the relevant recommendations thereto, at the provincial and local levels, besides monitoring the state of play of the Strategy under reference, locally.
- Within this framework, UNAR held result-oriented meetings with the following Regional and Local Authorities: Piedmont, Liguria, Tuscany, Emilia Romagna, Sardinia, Latium, Campania, Apulia, Veneto, Sicily, Genoa, Milan, Rovigo, Bologna, Turin, Bari, Palermo, Catania, Rome and Naples.

- In the course of 2015, Emilia-Romagna Region passed a specific new law (Act No.11/2015, passed on July 16, 2015) on Roma inclusion in line with the NRIS (Document No.1 - herewith attached).^{vi}

22. Needless to say, in parallel with the above activities – considering UNAR’s institutional mission - this Office has kept moving forward and/or enhancing previous relevant actions. Thus, as a way of example UNAR has strengthened its Contact Centre. It keeps promoting, *inter alia*, awareness-raising, dissemination, and training activities, aimed at ensuring the effective integration of these Communities by supporting several initiatives, such as Council of Europe’s campaigns, twinning, transnational cooperation, as well as initiatives linked to Shoah/Porraimos, the International Roma Day, the week against violence, the week against racism, CAHROM, FRA, EuRoma, and so forth.

4. ACCESS TO HOUSING (EU COUNCIL RECOMMENDATION PARA.1.6)

56. Numerous efforts to overcome the “camps-system” have been made over the years in various areas of the Country, following differing experiences and proposals aimed at providing adequate housing solutions, in line with the needs of the beneficiaries, including their cultural needs, opportunities offered by the territories, and so forth.

- The NRCP is of the opinion that individual preferences must be always balanced and matched with the principles of fair distribution, prevention of any spatial segregation, and overall urban social planning.

57. As mentioned in the previous report, in the four Objective Convergence Regions – Campania, Apulia, Sicily, and Calabria – the Security PON (*Pon Sicurezza*), 2007 – 2013, allocated significant resources for integration purposes. Projects have been launched mainly by municipal Authorities that stress problems, such as the fair distribution of relevant settlements within the urban territory under reference. More specifically, the interventions financed by the *PON Sicurezza* (National Operational Programme “Security”) for the period 2007-2013 for the integration of Roma communities have been very important, notably those made in the municipality of Naples for the renovation of a former school at Soccavo area, to be used for social and integration activities and for accommodation purposes for Romanian Roma; those made in the municipality of Bari to provide temporary accommodation for integration and social inclusion of a Roma community; those made in the municipality of Lamezia Terme (CZ) for social and employment integration of Roma; those made in the municipality of Catanzaro, by renovating- *Aranceto*, a social community centre.

- Two main criteria have guided relevant interventions: the assessment of the main concerns, carried out jointly with the populations concerned - with the aim of concretely solving their priority problems; and temporary social housing solutions - given the non-feasibility for this PON to realize dedicated facilities, on a permanent basis. The above interventions have been financed within the Operational Objective 2.6, entitled “Limiting the effects of any manifestation of deviance” and promote the integration of the Roma communities, through the realization of infra-structural facilities for the initial and transitional reception, as well as for the supply of the main social, job, school integration-related services, in addition to the organization of educational modules for the differing care providers and for local institutions, with the aim at enhancing awareness.

58. Positive experiences must be reported with regard to several municipalities, including, among others, Bologna, Padua, Turin, Messina, Genoa, Florence, Pistoia, Venice and Lucca.

- From the local practice, it emerges that various financial formulas apply to each and every case. For instance, the Municipality of Turin has been resorting to the national funding from the so-called Ex Nomads Emergency. Other Municipalities (Bari, Bologna, Cagliari, Catania, Florence, Genoa, Messina, Milan, Naples, Palermo, Reggio Calabria, Rome, Turin, Venice) have been involved in PON METRO projects financed by the EU, with the aim of facilitating Roma access to social housing (elaboration stage ongoing under the new EU Funds Planning, 2014-2020). However, most Municipalities still resort to local funding.

59. In light of the above, the National Association of Italian Municipalities is closely working with the Ministry of Interior to elaborate and launch an ad hoc sectoral Action Plan.

60. The search for appropriate and integrated responses to reduce the chronic shortage of affordable housing is therefore a crucial issue for the most disadvantaged, including Roma people, as stressed in the National Strategy. The re-thinking of the "camps system" in the usual and customary meaning of large, heterogeneous and changing settlement at the margins of urban centers is one of the key issues considered by the National Roma Inclusion Strategy.

61. This Strategy indicates a wide range of possible housing options to be adopted by Municipalities, such as: social housing; support for the purchase of ordinary private dwellings; support for the rent of ordinary private dwellings; renting of publicly owned houses/farms; areas for travelers; regularization of caravans in agricultural areas, owned by RSC people. Consequently, the specific objectives that the National Strategy seeks to promote in this field are the following: "Promoting integrated policies for inter-institutional cooperation in the field of housing supply for RSC people"; "Promoting housing solutions which meet the requirements and specific needs of RSC families"; "Raising awareness about the economic resources, administrative arrangements available under the housing policies, and the real estate opportunities for RSC families".

62. Within this framework, two pilot-projects have been carried out - and concluded in 2015 - by ANCI and ISTAT with UNAR's support. ANCI submitted to the Municipalities with over 15 thousand inhabitants a specific questionnaire. About 606 Municipalities (= 82,1%) have replied, of which 206 confirmed that Roma are based in their areas under various forms of dwellings (163 in authorized and/or spontaneous settlements; 82, also under social housing formulas, in addition to 75 in privately-owned houses) and 400 more municipalities declared not to have any RSC presence on their territory (as for the latter, by crossing data ANCI has detected the presence of RSC in some of them: The explanation is that they are not detected since they already avail themselves of the general services and live in private properties/privately-owned houses).

63. On a more specific note, with regard to the specific ANCI-run project - mentioned under the "General section" concerning the mapping of Roma settlements in the Municipalities with over 15,000 inhabitants -, entitled "First national survey on settlements", it has emerged as follows: 112 (=55%) out of 206 Municipalities concerned stated that Roma live not only in settlements but do live in private dwellings. In particular, 82 Municipalities report that Roma live in various social housing formula; 75 Municipalities report that Roma live either in rented house or in their own homes; and 163 Municipalities (=79%) report that Roma families live within settlements. Therefore, all the Municipalities concerned state that Roma presence emerges from both settlements and private dwellings - and a relatively high rate of Municipalities (= 33) report the presence of Roma in private dwellings, only. From

these data - which cannot be comprehensive due to the privacy-related limits set by legislation on privacy -, it emerges that the Municipalities concerned do provide various and differing support measures for all vulnerable groups, including Roma (and despite the budgetary constraints originating from the so-called Stability Pact).

In brief

The First National Survey on Settlement (ANCI with UNAR-DEO support). DEO-UNAR financed a two-fold aim project, undertaken between 2013-2015, entitled "Pilot informational/monitoring system (for monitoring, mapping and social integration purposes) of authorized and unauthorized camps where Roma, Sinti and Caminanti people live", to be initially tested and implemented in the four Convergence Objective Regions (namely Campania, Puglia, Calabria, and Sicily). Its two work-streams have been run by ANCI and ISTAT (standing for National Institute of Statistics), respectively.

As for the former, ANCI mandate is to detect both authorized and unauthorized settlements, across the country, with the aim of providing a clear picture of the Roma people's living conditions, especially of those being at risk of social exclusion, in conditions of hardship, and/or material deprivation. This pilot-project, concluded in the second semester of the year 2015, has proven to be very useful, from an objective standpoint. With care to comply with legislation on privacy, we managed to get a clear picture of the housing situation across the country. Soon the outcome of this project will be publicly presented. On its basis, in line with the new EU Funds planning, we intend to elaborate new measure.

With care to comply with legislation on privacy, this specific work-stream of the overall measure has allowed to collect quantitative and qualitative (proxy) data on the settlements across the country, in addition to more and updated information on the supply of socio-health-economic related services for Roma, as made available by Local Authorities.

As for the latter (the second work-stream of the above measure), ISTAT (standing for the National Office of Statistics) started by considering and working on the lack, on a inter-regional or national scale, of a mapping and "geo-referencing" system, especially of the administrative sources of information of an economic and socio-health care relevance.

64. Pending the formal presentation of results, from the above it is possible to elaborate initial remarks: 1. the variety of housing formulas in the 206 Municipalities that have confirmed the presence of RSC; 2. by crossing data, many of the 163 Municipalities have agreed upon with RSC families on the micro-area solution as a way to meet the needs of their enlarged family groups; 3. among the above 400 Municipalities, many RSC families live in privately-owned houses.

65. In terms of local **good/best practices-2015**, mention has to be made of the following:

- "Possible Cities (*Città possibili*)" project - Municipality of Turin. This project primarily aims at closing down a historic not authorized settlement, entitled "Lungo Stura Lazio" through support actions intended for labor-housing inclusion purposes, to be based upon the so-called "Emersion Pacts (*Patti di emersione*)". Furthermore, by this measure the Municipality of Turin has monitored and undertaken a similar action, with regard to the following settlements: *Germagnano Aeroporto; Germagnano spontaneo; Corso Tazzoli*.

- "Reduction of existing settlements towards relocation to social housing solutions" - Municipality of Genoa. At the Municipality of Genoa, in May 2014 there were about fourteen settlements, of which two authorized camps and twelve more not authorized ones. As for the former settlements, in May 2015 the Via Adamoli settlement resulted to be closed down; and all Roma (about 70 people of whom 40/45 children= 17 Roma families) have been included in social housing solutions. As for the latter, 33 Roma families (with children) have been included either in social housing solutions or in hotels or similar emergency housing solutions (such as gym) - and those in hotel with children have been subsequently relocated into social housing solutions. As for those families with children in hotel, in order to allow their access to social housing, local Authorities have granted "fictitious" fixed abode at the local Department of Social Policies. With the aim of ensuring an inclusive - and not exclusive - approach, this measure fell within a wider mainstream project for vulnerable groups. However, as for the situation of the settlements in Genoa under consideration, it has to be considered that only Roma and Sinti live in those camps - and not other vulnerable groups. Therefore, relevant actions targeted only them.
- "*Cucia* (meaning "House", in Serbian)", the Municipality of Genoa has developed socio-educational support measures for Roma families in view of their inclusion in social housing solutions, including a 2-year financial support for house rental.
- "Active Pathways for Roma families Inclusion in Housing Solutions (Support measures for social integration and autonomous living forms). The municipality of Cagliari has developed inclusion pathways in the field of social housing and of other forms of dwellings.
- Intervention programs for improving living conditions in Roma camps (Regional support measures for Municipalities involved in improving the living conditions of Roma and Sinti in settlements). Emilia-Romagna Region has provided regional support measures for Municipalities involved in improving the living conditions of Roma and Sinti in settlement. Even though this program started in 2012 and specific actions were concluded in 2014, Emilia-Romagna Region has allocated - and still does - specific resources for Municipalities. Plus, it is preparing, jointly with Local Authorities, a specific regional plan of action for Roma and Sinti - illustrated during a workshop held in Bologna, on November 13, 2015. On that occasion, this Region also presented its new specific legislation on Roma, as adopted in July 2015 (Act No. 11/2015). By this legislation, Emilia-Region Region envisages various forms of dwellings for Roma and Sinti, including social housing solutions and micro-areas - the latter following a request put forward by Sinti.
- Comprehensive support measure for social housing inclusion and legal status
 - Since long time, the Municipality of Florence has been covering and taking care of the living conditions of Roma families in Poderaccio settlement. In particular, it provides support for Roma families, including inclusion in various social housing formulas, legal counseling (for regularization/legal status), and access to social services.
- Support for inclusion in ERP (ERP, acronym standing for Public Social Housing) solutions. The Municipality of Palermo has launched this specific measure to promote the inclusion in ERP solutions for those Roma families from La Favorita settlement. In the course of 2015, four Roma families moved to ERP-related houses. Furthermore, this Municipality is planning additional actions to reduce the number of Roma in this settlement.

5. FUNDING (EU COUNCIL RECOMMENDATION PARAS. 1.9 – 1.13)

66. In the course of 2015, UNAR-NRCP has strived for the allocation of resources from within the new EU Funds Planning, 2014 - 2020. Within this framework, 15 million Euros will be managed by UNAR-NRCP; and actions will be inspired by the principles underpinning our NRIS (Nondiscrimination, a gender perspective, and the HR-based approach).

67. Against this background, it should be borne in mind that many projects falling within the previous EU Funds Planning, 2007 - 2013, came to an end in 2015.

68. Under the latter, Italy developed a mainstreaming approach; and, in some cases, projects dedicated to Roma communities fell within the calls for disadvantaged targets. On a more specific note, as mentioned in the previous report to the EC, the Italian Partnership Agreement includes a specific Objective (No. 9.5) devoted to the National Roma Inclusion Strategy.

69. Considering the ESIF legal framework, this leaves room for the following: urban development; and targeted and integrated social inclusion actions on: housing, employment, health, education.

70. As reported in the previous report, in terms of allocating European Structural and Investment Funds (ESIF) for Roma inclusion in the 2014-2020 period, the Italian Partnership Agreement for the new programming period ESIF, 2014-2020, includes a specific Objective (No. 9.5) devoted to the National Strategy, including the various thematic priorities, to be achieved across the country. The (multi-Fund) specific Objective of the Italian Partnership Agreement (9.5) will be implemented through various OPs: multi-funds (National OP Metro; Regional OP Calabria); and mono-funds (National OP Social Inclusion ESF, Regional OP Tuscany ERDF; Regional OP Campania ESF), as well as other regional OPs with a non-exclusive approach. So far, as for the Operational Programs relating to "socio-economic inclusion of marginalized communities such as the Roma", mention can be made of the following: National OP "Metropolitan Cities" (ESF, ERDF); Regional OP Tuscany; Regional OP Sicily; Regional OP Campania; Regional OP Calabria.

6. ANTI-DISCRIMINATION (EU COUNCIL RECOMMENDATION PARAS. 2.1. – 2.4)

71. From a normative standpoint, the Government has recently approved the Bill, currently before the Parliament, to ratify the Optional Protocol to the Council of Europe Convention on Cyber-crime.

72. The current juncture has impacted on the rise in discrimination, including anti-gypsyism cases, as evidenced by the increasing number of in-bound phone calls received by UNAR Contact Center – though not formalized through formal complaints. In this regard, also to facilitate the emergence of cases of discrimination UNAR has strengthened its Contact Center.

73. With specific regard to UNAR Contact Centre, in the course of the year 2015, 411 cases were submitted, of which about 78 % referred to hate speech online/Mass Media. Therefore UNAR keeps working with various stakeholders, including *Carta di Roma*. Its Contact Centre keeps promoting seminars to raise awareness, especially among local authorities. Within this framework, UNAR decided to organize an in-house training with the support of Facebook experts in July 2015.

74. More generally, UNAR Contact Centre decided in the course of 2015 to reorganize its working modalities with a view to streamlining its workings while enhancing its capacities, including by Roma experts to be devoted to the immediate analysis of in-bound phone calls.

75. More recently, the Department for Equal Opportunities has established a Solidarity Fund for the legal protection of the victims of discrimination, which enables them to get access to the anticipation of legal fees relating to the relevant judicial proceedings – which in turn will be reimbursed in the event of a positive verdict (a relevant pamphlet under Document No.4 is herewith attached).

76. As for the broader role of the National Office Against Racial Discrimination, in line with its traditional mission, it keeps promoting a wide range of measures to fight against discrimination, including participation in transnational cooperation projects, awareness-raising campaigns and working groups of an international relevance.

77. Studies, pamphlets, thematic journals, events, and various other cultural initiatives, including educational, training-related and information campaigns have been taking place on an expeditiously basis since 2010, i.e. training courses for journalists, tool-kits for schools, commercials in the subways and on the public buses. In August 2015, by Ministerial Decree, has been adopted the National Plan of Action Against all Forms of Racial Discrimination, as elaborated by UNAR with an integrated and inclusive approach.

78. On a more specific note, worthy of mention are all those activities launched within and following programs such as CominRom and the Council of Europe-DOSTA campaign aimed at raising awareness, training, and networking:

- **The Dosta! Campaign** has been transformed into continuous and permanent activities, to be broadly carried out at the territorial level, – started in early 2013 – in close collaboration with the RSC communities, and, where established, through the regional WG relating to the National Strategy. This initiative aims to promote awareness-raising campaigns at: the workplace; media sector; and with regard to the supply of goods and services.

- Similarly, since 2013 the NRCP is being committed to promoting, on the occasion of the Holocaust Memorial Day (January 27), a specific initiative of a national relevance, with regard to the commemoration and the dissemination of information concerning "Porrajmos".

- Within the traditional "**Week of Actions Against Racism**", being promoted since 2005, in conjunction with the International Day for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination scheduled by the United Nations for March 21 of each year, UNAR also organizes actions directed to combat "*anti-gypsism*" phenomena.

- More specifically, jointly with the Ministry of Education, and with ANCI support and the involvement of schools and Roma representatives, UNAR has kept expanding relevant initiatives. With specific regard to the XI edition of the National Week Against Racism-2015, UNAR and ANCI have invited all Italian Municipalities to join and associate themselves to the National Campaign, entitled "Light up the brain, blow out the prejudices", by promoting a structured awareness-raising campaign across the country. From March 16 through March 22, 2015, the aim has been to set up forms of intercultural dialogue, by mainly involving Municipalities and the school system, nationwide. A contest has been thus open to all municipalities that, upon Anci's request, competed for a prize of ten thousand Euros, to be assigned to the city that would

organize the most original initiative, with the aim of stimulating an intercultural approach and reception attitude. Within the framework of the Week's activities, every City Council - that has joined the campaign, - held ceremonies to grant honorary citizenship to all children born in Italy from Non-Italian citizens, though residing in Italy. As for the edition of the year 2015, Reggio Calabria has been chosen as the Italian capital against racism. With the participation of hundreds of associations - the central event scheduled for March 21 (International Day Against Racism), Giulio Rosk Gebbia, Italian street artist of international prominence presented his *murales* as a permanent work for an intercultural city. Schools participated in the competition "In my shoes", inspired by the game www.giocaneimieipanni.it. On a more general note, the utmost attention has been paid to young people and to the use of new social media in light of the statistical data on discrimination-2014, which show that over 30 percent of 'hate speech cases surf on line: and this is the most difficult context to be confined". Mention has to be made also of the web platform "Unardoc.it", focusing on movies, accessible to the public. The sport world joined the Campaign through the commitment of IFA (Italian Footballers' Association), represented by Councillor Simone Perrotta, testimonial of the week, during which some captains of the Leagues A (men's League) and A1 (female League) wore the t-shirt of this year's Week. Over 700 Municipalities participated in this initiative. In Rome, UNAR participated in the Conference on migrant and Roma women in Italy, held at the Rome Province on March 18, 2015. It also participated to the Workshop held in Turin on Roma Housing Inclusion (March 19-20).

79. Among the awareness-raising campaigns, mention has to be made of the initiative organized on the occasion of **the International Roma Day (April 8, 2015)**, to combat prejudice against Roma communities. Similar public initiatives take place also during the October Week Against Violence.

- Information, awareness-raising and training are essential for the purposes of this Council Recommendation. As known, Italy introduced in its NRIS a specific focus on HR Education and Training. In this perspective, all informational activities, including the national week against racism and the commemoration of the International Roma Day are to be intended as instrumental to the above Recommendation. On the occasion of the International Roma Day, UNAR organized a one-day event jointly with MIUR at the Presidency of the Ministers' Council. The event was devoted: to illustrate the initial results of the internship experiences made by Roma youngsters; and to share experiences made within the school system. The title of this event was, "From school to labor market".

80. Furthermore, UNAR signed an MoU with the National Bar Council, to launch periodic training and refresher courses for lawyers, also covering the fight against discrimination, to be eventually extended to officials of the Department of Penitentiary Administration.

- With specific regard to awareness-raising campaigns, in addition to the IREF project, mention has to be made also of the projects launched under Action No.6 – Axis D, by ISTISSS (a research Institutes) devoted to awareness-raising exercises and training of mediators. UNAR and ISTISSS have finalized the translation of the CoE Fact-sheets on the History of Roma, as later disseminated during the December 2014 seminar organized by CoE and the Ministry of Education, in Rome and on the occasion of the International Roma Day-2015. Along these lines, UNAR keeps promoting, inter alia, awareness-raising and training activities, aimed at ensuring the

effective integration of these Communities, by supporting several initiatives, such as Council of Europe's campaigns, Romed2/Romact.

81. In addition to continuous training courses for journalists, also together with *Carta di Roma* NGO and OSCAD (the Observatory for the protection against discriminatory acts established by the Ministry of the Interior (including the Postal Police), mention has to be made of an ad hoc UNAR Observatory, as recently established.

- The data collected and related to the cases of discrimination recorded by UNAR, over the last five years, provide a clear picture: mass media is the major field where most cases of discrimination emerge. This area shows an impressive rise in offences and messages, with a discriminatory connotation, which are disseminated through new social media. The idea of a **Media and Social Network Observatory** has been conceived by UNAR, on the basis of the analysis of the data collected in 2014 relating to hate speech online. UNAR is aware that an inappropriate language can convey a discriminatory message and it has been for some years now at the forefront of the fight against the Hate-Speech online.

82. Concerning the direct involvement against Roma-phobia and anti-gypsyism, it is important to mention, once again, the joint project involving UNAR, IISMAS (International Institute of Anthropological, Social and Medical Sciences), and the Spanish leading partner *Fundaciòn Secretariado Gitano*, as well as partners from Portugal and Romania, entitled "**Net-Kard: Cooperation and Networking between Key Actors against Roma Discrimination**". The project has been carried out with the financial support of the Fundamental Rights and Citizenship Programme of the European Union. The aim of NET-KARD is to provide resources to key professionals in preventing discrimination against Roma, as well as to foster networking mechanisms and working methodologies. Within this framework, meetings, reports and training courses had been carried out in with particular emphasis to media sector and social media.

83. In terms of additional measures, mention has to be made of the following:

- **Diversity on the Job** – by which we have envisaged internships to be made in the Objective Convergence Regions, for Roma girls and boys. Aside from the above specific objective of facilitating access to labor market, the aim is to enhance capacity-building of the NGOs involved. This results to be a brand new project, with regard to: the targeted approach (compared to the mainstream perspective); the necessity of contacts and partnerships with NGOs and recognized bodies by which the former get accreditation for regional projects to be financed by ESF, and the latter can focus on specific target groups being often far from the traditional job inclusion circuits.

- **ACCEDER I and II** – In a broader perspective, the measures mentioned under the Section on Employment such as ACCEDER I and II help raise awareness to prevent and fight against discrimination de jure and de facto.

- **PON METRO** – To ensure adequate central level interventions, with regard to housing, mention has to be made of the "Operational Program for the large urban areas (*Programma Operativo Città Metropolitane*, acronym in Italian, PON METRO)", which falls within the new European Funds Planning, 2014-2020. In line with the National Strategy, this Program supports integrated actions, aimed at overcoming settlements while facilitating the social inclusion of relevant individuals and the whole family groups. Within PON METRO, a pilot-working group, coordinated by the Economic Development Department,

in collaboration with UNAR and ANCI, has been set up with the aim of working on relevant objectives of the afore-mentioned Partnership Agreement for 2014 - 2020. So far, various cities have submitted specific thematic dossiers. Discontinuity with the past is the motto (see infos. provided above under Housing section).

- Needless to say, as much as possible the above interventions should be integrated with what is ongoing under ordinary funds and POR and PON with regard to labor, education, health, and capacity-building of both NGOs and Institutions. Finally, in terms of approach, it is our intention to facilitate individualized long-standing housing pathways, based upon measures for the entire family group.

Conclusion

120. The year 2015 was peculiar since it marked the transition from the previous EU Funds Planning, 2007-2013, towards the new EU Funds Planning, 2014-2020.

121. More importantly, under the new EU Funds Planning, 2014-2020, a specific Objective (9.5) has been dedicated to Roma Inclusion. To this end, 15 million Euros are intended for UNAR-DEO.

122. Under the new planning, UNAR intends to: implement and, when feasible, extend relevant measures falling within the four main priority areas of EC Communication No. 173/2011.

ADDITIONAL THEMATIC BEST PRACTICES^{vii}

HOUSING

In terms of multi-dimensional practices:

The Municipality of Settimo Torinese has put in place the project, entitled “Dado”, which results to be the first experience of self-construction/self-renovation for Roma in the Piedmont Region. Launched in 2008, the project envisages the entry to a 675 square meters residential facility for some Roma families that have actively contributed to that. This is a temporary housing solution, with the aim of moving them to a more stable solution once their economic situation improves. These families are accompanied in a process of empowerment which includes: school enrolment for children, job inclusion through vocational trainings, scholarships, internships, and so forth.

In light of the experience in Settimo Torinese, provided that the Municipality of Turin does not intend to set up other camps, the latter has been promoting a project, jointly with the Prefecture, to support Roma and Sinti families living in settlements to search other housing solutions, according to the individual family needs, including the search for private

residences, self-renovation of local facilities, and regularisation process for campers on agricultural properties held by the Roma and Sinti families concerned.

The project, entitled "From the camp to the city" falls within a broader framework of measures put in place by the Municipality of Reggio Emilia, aimed at improving living and housing conditions of the Sinti community. Since 2007, the Municipality has been planning the establishment of micro-areas in various districts. The activity under reference has been coupled with measures, including monitoring the living conditions and multi-dimensional support for the families concerned.

To facilitate the inclusion process, the Municipality of Genoa has launched a socio-educational service of accompaniment, based upon the access to ERP solutions. So far, 30 Bosnian and Romanian families, totalling 151 units have benefited from the above.

The municipality of Venice has just one settlement on its territory, consisting of 154 people. The local Services provide support, monitor the situation and help move empowered families towards the ERP housing solutions. This approach dates back to the 1990s when many foreigners fleeing from the Balkans' conflicts decide to stay in Venice. In a decade, Venice has solved the problems of inadequate situation by providing housing solutions for about 300 Roma and Sinti people.

The Municipality of Latina is characterized by the long-standing presence of Roma and Sinti families living in ERP solutions. In this case, municipal offices help them to fill out relevant applications and they have access to housing solution within 1 year, 1 ½ year. Further the Municipality has supported some Sinti families in urbanising agricultural areas where they were already living either in pre-fab houses or in their roulottes.

The Municipality of Naples, despite the critical situation on the round mainly due to spontaneous settlements, has launched a pilot-project aimed at supporting various Roma families in renting apartment and getting support through other social inclusion-related measures. This project, financed with the Funds of the Province, aims at testing options others than those relating to ERP.

Since 2010, the Municipality of Messina, thanks to a public notice by the Ministry of Labour and Social Policies, has put in place a project aimed at moving various Roma families from a unhygienic spontaneous settlement to Municipality-owned houses, so as to avoid ghettoization.

REPORT 2016 - UNAR

General Information

1. Reporting year:

2016

2. Country:

Italy

3. Country specific comments:

During 2016 Unar as a National Contact Point for the implementation of the National Strategy for the Inclusion of the Roma and Sinti Communities 2012-2020 gave a new impetus to the governance system of the Strategy through two lines of action: some of the most important ministries is the institutional and Inter-Ministerial action which resulted in round tables and meetings. The second action line was concentrated on the new European funding programming period aimed to Roma Sinti and Camminanti of which UNAR is beneficiary. In this report we will give the reasons for the specific measures implemented in 2016 to respond to truly critical situations of the National Strategy With regards to the HOUSING issue and to the “overcoming of Roma settlements” the National Office Against Discrimination (UNAR) provided publicly the data of an important research “First National Questionnaire on Roma Sinti and Camminanti settlements” carried out in 2015 in cooperation with The National Association of Italian Municipalities (ANCI) and ISTAT (National Institute of Statistic). It was carried out among the Municipalities with over 15,000 inhabitants.

In addition to defining the official statistical sources on this subject from the research on dwellings for Roma resulted that less than 30.000 RSC persons live in the settlements, faced with the most Roma and Sinti population (150.000 as estimated by the Council of Europe) which has always lived in “normal dwellings”. Other significant data which points out a reality which is far from the public's perception of the phenomenon, and which despite the critical framework, makes possible housing interventions in favour of this “minority” which stays in the settlements system. The work of Unar focused on the inclusion projects actions specifically concerning the housing issue in the Pon Metro Project through raising-awareness activities in the cities with the major Roma Sinti and camminanti presence. The second most critical issue which was addressed during 2016 is related to the issue of the

PARTICIPATION OF THE CIVIL SOCIETY to the inclusion process of the RSC Community. This issue has been addressed by UNAR through the creation of a table in order to promote dialogue between UNAR and the RSC Associations and of the third sector, and the Local and Government Authorities involved in the Strategy. As requested by the European Commission in order to facilitate the participatory project of the communities of every Member State the National Roma Platform was launched after being publicly announced in Italy and in the other countries in 2016. The activities during the first year (2017) consist in various national and local meetings that will take place in the national territory (in the Northern Italy, in the Central Italy and the South Italy including the islands) which will be open to Associations that entered the UNAR Registry for the associations at a Regional level. The first preparatory meeting of the Roma Platform held on 17 th of October 2016 at the UNAR Office and was entirely dedicated to involve 35 young Roma Sinti and Camminanti artists who came from various Italian cities in the training concerning the use of Structural Funds and in the fight against anti-Gypsyism. In order to share the concept of the Roma Platform with the associations Unar created on the last 6th of April – also on the occasion of celebration of the International Roma Day – the first national meeting with the Civil Society

associations who were concerned with the issue of the inclusion of the Roma Sinti and Camminanti Communities. More than 40 participated to the meeting.

In order to give impetus to UNAR's mission as a National contact point and in order to make the governance of the Strategy more effective, an important task is given to the political control room (Cabina di regia). When the meeting will be re-convened (as already announced during the 6 th of April meeting) the relaunch of Inter-Ministerial working tables will take place in order to verify and to implement the activities of the Strategy and also in order to relaunch the activities in cooperation with the ministries which has already been launched with an interest in various axes (e.g. the implementation of the Healthy Plan already approved , the conclusion of the simplification procedures related to the issue of the legal status and to the implementation of the Guidelines for the protection of RSC individuals who are subject to eviction procedures and relocation). In addition, the control room will have to enhance the administrative and regulatory measures in line with the Strategy at a local level (as an example: the Regional Tables who are absent or collaborate less and the launch of Local Inclusion Plans).

THE FINANCING OF THE STRATEGY – Programming period 2014-2020 During 2015 the European Commission published the third report of the evaluation of the National Strategies of the Member States. With regards to Italy the main positive developments specified by the Commission referred to the programming financing cycle for 2014-2020 and also to the positive influence of the Strategy in the prioritization process.

UNAR Executive Plan of the "Inclusion of Vulnerable People" Project is related to the Convention signed with the Management Authority of the PON Inclusion FSE 2014-2020; with respect to this document, the National Anti-Discrimination Office is beneficiary body of the Program for a financial allocation of Euro 23,400,000.00 to achieve the social inclusion of Roma, Sinti and Travellers and other vulnerable groups.

The Executive Plan was forwarded to the Program Management Authority on 13 October 2016. Within the framework of this plan, for the two-year period 2017-2018 a first set of operations will be implemented, also in terms of direct help to people.

In other words: finally thanks to the strategy and to UNAR's work, in the Commission's view, European funds were allocated for the implementation of the Strategy through a dedicated Thematic Objective (TO) which explicitly provides the “rise in the education levels, the state of health, and social and work participation of the Roma Sinti and Camminanti population in line with the National Strategy for the Inclusion of the Roma and Sinti Communities”.

Through the comparison of the regional realities and the intermediate bodies it was possible to insert this objective not only in the National Plans of the PON Inclusion and Pon Metro (Città metropolitane), but also in the actions of the regional operation plans. In this regard, we underline a Summary of actions and the related resources allocated to this issues in the new Agreement on partnership for which, during 2016 UNAR has arranged for the preparation of all the administrative acts necessary for the launch of the related Calls which will be launched from 2017.

=====Housing Axis:

- PON METRO, Action 9.5.7. Accompanying actions aiming to facilitate the access to non segregated housing and the full interaction with the largest community of residents. The Metropolitan Cities are the beneficiary of the funds (18.975,175 million euros). In the new Programming of Structural Funds and with regards to the specific PON METRO Programme, UNAR sees opportunities for undertaking some fundamental initiatives in order to overcome the “Roma settlements”.

Since the beginning of 2017 UNAR due to the accountability towards the European Commission has promoted a coordination with the Ministers for Territorial Cohesion and the Metropolitan Cities (respectively the Managing Authority and Intermediate Bodies of PON Metro) in order to ensure:

- a proper use of resources for the operations developed for all the types of financial instruments (PON Inclusion; PON Metro; Regional PO)
- the principle of complementarity that has to regulate actions;
- the monitoring of the proposed activities in line with the RSC Strategy. This coordination activity which started with the establishment of the first Inter-Ministerial Table on the Housing issues (held on 6th of April 2016) concluded with a national meeting (in Naples on the 14th of February 2017) with the Metropolitan Cities, aiming to receive indications on the municipal needs in terms of the measures to be taken by UNAR that are about to start with regards to the Pon Inclusion in complementarity with the Pon Metro.

On the 4 of April of this year also The Technical Secretariat of the Pon Metropolitan Cities (PON METRO) in collaboration with the Cohesion Agency in order to define the actions in line with the rules of the Metropolitan Cities as a complement to the major action of the urban development. UNAR is following closely the development of actions envisaged by the strategic documents of the PON Metro in order to make sure they are in line with the Strategy.

Title of the measure:

"Pilot informational/monitoring system, for monitoring, mapping and Roma social integration purposes (Progettazione di un sistema informativo pilota per il monitoraggio dell'inclusione sociale delle popolazioni Rom, Sinti e Caminanti)"

2. Implemented by:

UNAR/ISTAT

2.1. Organisation type:

National public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

NRIS or integrated sets of policy measures on Roma

4. Detailed description of the measure:

ISTAT (UNAR - project owner). Background: Given the lack of reliable comprehensive official data, at the domestic level, it is estimated that in Italy there are between 110,000 and 150,000 persons belonging to the Roma minority, of whom approx. 1/4 lives in camps. • With regard to the number of Roma living in camps, a system of mapping and “geo-referencing”, especially of the administrative sources of information, on a inter-regional or national scale, had been never developed - so as to make impossible to comprehensively “grasp”, from a quantitative and qualitative standpoint, their way of living. Pilot-project: • In this context, given the substantial lack of data and the fragmentary nature of the existing ones, we have been developing the pilot-project, entitled “Pilot informational/monitoring system (for monitoring, mapping and social integration purposes) of authorized and unauthorized camps where Roma, Sinti and Caminanti people live,”, to be initially tested and implemented in the four Convergence Objective Regions, namely Campania, Puglia, Calabria, and Sicily. On the basis of common methods and tools producing indicators as well as monitoring and informational platforms - of a great utility for policy-makers and decision-makers when steering policies at the national, regional and local levels -, the aim is to provide a clear picture of the Roma people’s living conditions, especially of those ones being at risk of social exclusion, in conditions of hardship, and/or material deprivation. • On a more specific note, this project, involving the National Office against Racial Discrimination (UNAR), the National Association of Italian Municipalities (ANCI) and the National Institute of Statistics (ISTAT), aim at: o 1. Selecting the tools and methodologies for mapping the relevant available administrative data, including the various surveys’ sources (central or local government, academia, etc.); o 2. Elaborating a set of specific indicators (to be possibly harmonized at a European level) in order to monitor Roma integration, also by indicating new or revised

sources of information; o 3. Designing a pilot informational/monitoring system of specific geographic areas, with regard to the four main thematic priorities (so-called Axes), as identified under the National Strategy (health, housing, education, employment); o 4. Detecting both authorized and unauthorized settlements, located on the territories of all the municipalities of the four Convergence Regions (as for the latter exercise, the National Institute of Statistics is not involved in).

- To this end, a questionnaire - with the aim of mapping the most relevant data and the sources thereof - has been submitted, for testing purposes, to Roma Capitale. Afterwards, it has been sent out to other Municipalities, namely Naples, Catania, Bari, Lamezia Terme.
- We have also finalized the list of the so-called "privileged interlocutors", as identified from within both public bodies (e.g. Birth Registry Offices and social services-related Offices) and the private social organizations sector/CSO (e.g. relevant NGOs), so as to provide a better quality information on this issue.
- In the long-run, the submission of the above computer-based questionnaire will enable us to set up an ad hoc database in which the information so collected will pave the way for analyzing the situation on the ground, in a comprehensive and comparable manner.
- From a substantial standpoint, after a general introductory section on the main characteristics of the Institution /Association (Name, area of expertise, knowledge of the National Strategy for Inclusion of Roma, Sinti and Caminanti, 2012-2020, list of sources collected and/or used), per each source; information have been collected as follows:
 1. the characteristics of the population covered by the data-collection (Territory concerned, ethnic group, socio-demographic characteristics, living conditions, employment status, health status and use of health services, schooling or training, and methods to identify RSC people);
 2. the main characteristics of the data (type, level of access, use, and, if the Institution concerned is also responsible for the data so collected, and thus also its reporting methods);
 3. the specific information contained in the data: socio-demographic characteristics (age, sex, country of birth and citizenship, marital status, regularity of stay as for non-EU nationals or stateless persons); education (recipients of such an information and focus on: enrollment, attendance, attainment of educational qualifications, drop-out); labor (professional status, job type, sector of employment, amount of salary/income, pension, and ways to collect data); health-related services (First Aid, hospitals, street units, etc.); use of social services (e.g. as for minors under protection, children in foster care Centres, protection interventions for battered women, etc.); housing conditions (authorized and unauthorized camps, spontaneous settlements, social housing, private houses, shelters; and for each of them, the type of housing facilities, services and infrastructure so provided, number of occupants, official and actual, number of rooms, number of square meters); and the economic situation (income's amount and source).
- As for the ultimate goal, by the information available on the territories concerned, it is now possible to highlight the differences, both in terms of content and collection's modalities, which characterize the different sources and also affect their comparability (besides paying specific attention to issues, such as the population's coverage, the definitions applied to the available variables, and the quality of the data collected). A list of 235 Institutions has been made, of which 207 local Institutions + 28 stemming from either UNAR's Register of Associations or as indicated during initial interviews with primary relevant Institutions.

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Targeted

7. Please describe the results of this measure:

Its results was presented to civil society and Institutions and published on 6th February 2017 (The ultimate goal is to elaborate measures such as setting baselines or measurable targets or by collecting relevant qualitative or quantitative data on the social and economic effects of such strategies or measures, in line with applicable national and Union law, particularly regarding the protection of personal data).

Title of the measure:

Intervention programs for improving living conditions in Roma camps (Regional support measures for Municipalities involved in improving the living conditions of Roma and Sinti in settlements) - Emilia-Romagna Region

2. Implemented by:

Emilia Romagna Region (Local authority)

2.1. Organisation type:

Regional public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

NRIS or integrated sets of policy measures on Roma

4. Detailed description of the measure:

Regional support measures for Municipalities involved in improving the living conditions of Roma and Sinti in settlement.

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Targeted

7. Please describe the results of this measure:

Jointly with Local Authorities, this Region is carrying on a specific plan of action for Roma and Sinti and presented its new specific legislation on Roma, as adopted in July 2015 (Act No. 11/2015). By this legislation, Emilia-Region Region envisages various forms of dwellings for Roma and Sinti, including social housing solutions and micro-areas - the latter following a request put forward by Sinti.

8. Please comment on the lessons learned from this measure:

Emilia-Romagna Region has allocated specific resources through a call for tenders for Municipalities in order to reduce the rest areas" (settlements generally inhabited by Sinti).

See:

[http://bur.regione.emilia-romagna.it/dettaglio-](http://bur.regione.emilia-romagna.it/dettaglio-inserzione?i=e4d683917e45423f8103dbe1e4fc3a6b)

[inserzione?i=e4d683917e45423f8103dbe1e4fc3a6b](http://bur.regione.emilia-romagna.it/dettaglio-inserzione?i=e4d683917e45423f8103dbe1e4fc3a6b)

9. Please select up to 3 areas and sub-areas most related to this measure (in accordance with the 2013 Council Recommendation):

- Housing

10.1. What was the total funding ALLOCATED for the year of reporting?:

National public funding:

1000000€

No

Title of the measure:

Monitoring and support for the victims of discrimination

2. Implemented by:

UNAR

2.1. Organisation type:

National public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

Other – another national level plan

4. Detailed description of the measure:

DEO-UNAR. With specific regard to the Council recommendation under reference, aside from the monitoring role played by UNAR - with the support of NGOs, media and other mechanisms such as ANCI -, mention has to be made of the role of the Constitutional Court as well as of the administrative Courts. More specifically, in accordance with Legislative Decree No. 215/ 2003, its Article 7 sets forth as follows : "1. It is established at the Presidency of the Council of Ministers – Department for Equal Opportunities, an Office for the promotion of equality and the removal of discriminations, be it based on race or ethnic origin. It is entrusted with the following functions: control and guarantee with regard to equal treatment and the effectiveness of the protection tools. In an autonomous and impartial

fashion, it has to promote equality and remove whatsoever forms of discrimination grounded on race or ethnic origin, while considering the different impact of discrimination on women and children, besides considering also those various forms of racism with a cultural and religious feature". Within the Department for Equal Opportunities (acronym, DEO), the mandate of the National Office against Racial Discrimination (UNAR) has been expanded over the years, especially following Ministerial Directives, dated 2012-2013. - Since 2013, it is responsible for the protection against all forms of discrimination, be it on the ground of race, ethnic origin, religion or belief, age, be it on the ground of sexual orientation or gender identity. - It is specifically engaged in: combating racism; promoting the integration of Roma, Sinti and Caminanti and the most vulnerable groups (such as the elderly and the persons with disabilities); and fighting homophobia and trans-phobia, with particular attention to multiple and intersecting forms of discrimination. In the year 2016 Contact Center UNAR reported 315 cases of discrimination against Roma/Sinti. 58% of these cases were reported by Hate speech Observatory On a more specific note, unlike Equality Councilors, UNAR is not authorized to take legal action. However, it provides legal support to those NGOs with locus standi and admitted to its Register. In this regard, UNAR systematically issues opinions to victims and associations with relevant locus standi (since 2010). Plus, over the years UNAR has been training relevant associations and local authorities on the importance of the above Register (besides constantly updating the related list of Associations in accordance with Art.5 of Legislative Decree No. 215/2003 – so that as of today, we count approx. 500 Associations). A solidarity fund was established by the Department of Equal Opportunities at the Presidency of the Council of Ministers and administered by the National Bar Council and UNAR. The Fund may provide an advance funding for procedural costs that will be reimbursed through a rotation mechanism if the case will be concluded by a favourable judgment of the Court. The establishment of the Solidarity Fund is an important step to provide an effective support and legal accompaniment to the victims of discrimination including Roma and Sinti communities.

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Mainstream

6. What is the duration of the measure?:

01/01/2016 to 31/12/2016

7. Please describe the results of this measure:

Until 31 of December 2016 there have been 40 legal actions requests administered by the Fund of solidarity

8. Please comment on the lessons learned from this measure:

The importance of the awareness' improvement on tools available for the vulnerable people

Title of the measure:

International Roma Day (April 8, 2016)

2. Implemented by:

Other organisation

2.1. Organisation type:

National public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

NRIS or integrated sets of policy measures on Roma

4. Detailed description of the measure:

On the occasion of the International Roma Day, the National Office Against Racial Discrimination (acronym in Italian, UNAR) as National Contact Point for the implementation of the Roma, Sinti and Caminanti Inclusion Strategy, 2012-2020, convened an inter-institutional Working Group, consisting of: central Administrations (Ministry of Interior, Ministry of Labour and social policies, Ministry of Education, Ministry on Health, Ministry for Transportations and Infrastructures); the National Association of Italian Municipalities

(acronym in Italian, ANCI); the National Office of Statistics (acronym in Italian, ISTAT); and representatives from the Municipalities of Milan, Rome, and Naples. This operational and result-oriented meeting was intended for getting a clear picture of relevant actions, especially those measures aimed at overcoming “settlements”, carried out in line with the National Strategy, by each and every stakeholder. Three were the main issues at stake and subject to prioritization: 1. Strengthening UNAR’s role with regard to coordination of policies to implement the National Strategy (with regard to education, labour, health, and housing); 2. The recognition of the effective overcoming of the “settlements” system, to be intended as a priority objective of each action and measure; 3. The commitment to ensure complementarity between – and in the use of - national, regional, local funding vis-à-vis European Operational Programs (EOP-Inclusion, EOP-Metro, EOP-Schooling). During the above meeting, “The first national survey on settlements” - which UNAR developed (in collaboration with ANCI and ISTAT) - was presented. By this survey, the main purpose is to provide national, regional and local Authorities, as well as policy-makers with a meaningful tool to support the elaboration of those policies aimed at overcoming settlements (to take into account the specific situation of the round of elections in the major cities, this survey is to be presented in the coming days).

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Targeted

6. What is the duration of the measure?:

08/04/2016

7. Please describe the results of this measure:

The interest and involvement of the major cities should produce a positive multiplier/domino effect nationwide

8. Please comment on the lessons learned from this measure:

The Guidelines could be used as a soft law tool for completing and strengthening the monitoring of the most critical situations concerning Roma evictions and the transfers of the camps, proposing to the local administrations concerned with these issues the solutions and the procedures in line with the international recommendations and the human rights

Title of the measure:

Roma National Platform

2.1. Organisation type:

UNAR

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

NRIS or integrated sets of policy measures on Roma

4. Detailed description of the measure:

Last April 8, 2016, we publicly communicated the launch of the National Roma Platform, for dialogue purposes between Institutions and Roma, Sinti and Caminanti communities, as indicated by the European Commission. The Roma National Platform (RNP) is an operational tool of dialogue between UNAR as a national contact point for the National Strategy for the Inclusion of the Roma and Sinti Communities, the Roma, Sinti and Travellers NGO and the associations operating in the sector. The main Platform’s goal is to stimulate co-operation between institutions and organisations representing the Roma and the associations operating in the sector, with specific regard to the Roma youth. For this reason, during the meetings and during the entire period of activity, national, local and regional administrations which are interested to promote dialogue with the associations, will be involved. Its secondary goal is to facilitate the establishment of networks and to promote networking among NGOs and Roma federations.

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Targeted

6. What is the duration of the measure?:

08/04/2016 to 31/12/2016

7. Please describe the results of this measure:

At present, UNAR is engaged in a preliminary and very sensitive exercise (in consideration of the fragmentation and other divisions within the Roma associations), namely the selection and definition of representativeness-related criteria for Roma, Sinti and Caminanti participation. All the preliminary activities to set up the Platform has been fine-tuned following consultation with all those key stakeholders to be involved: they are about 60 associations which are facilitated by the Office in submitting the registration applications to the UNAR Registry (laid down in Article 6 of the Legislative Decree no.215/2003) placing equal responsibility within the representative associations which are involved in tackling discrimination.

65 NGO involved in the Platform and RSC communities involved in participation process

12. Country specific comments:

An important goal will be the participation of RSC delegation in the official meetings of Monitoring Committee (for National Operational Programme "Inclusione" and "Metro")

13. Is it possible to estimate the number of Roma that would benefit from this measure?:

No

14. Country specific comments on Roma beneficiaries:

For the first time in Italy, a Roma Mediator was hired by UNAR (chosen within the ROMED list) in the framework of the "Roma National Platform" project, with the aim to improve the dialogue between institutions and roma civil society. The contract of the Roma Mediator will continue up to the end of the year 2017.

Title of the measure:

Solidarity fund against discrimination

2.1. Organisation type:

National public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

Other – another national level plan

3.1. If other, enter the source:

Unar mandate Act. 215/2003(Prevent and tackle ethnic-racial discrimination)

4. Detailed description of the measure:

Fund for the judicial protection of the victims of discrimination" promoted since 2014 and renewed. This is an important instrument for reinforcing the control and antidiscrimination safeguard mechanisms and facilitating access to justice, has made it possible to UNAR to fund some of the strategic litigations related to some hate speech and Anti-Gypsyism particularly important events .

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Mainstream

5.1. If mainstream, does the measure have explicit safeguards to secure equal access of various vulnerable people (including vulnerable Roma) to mainstreamed measures and prevent indirect discrimination?:

No

6. What is the duration of the measure?:

01/01/2016 to 31/12/2016

7. Please describe the results of this measure:

QUANTI ACCESSI NEL 2016

9. Please select up to 3 areas and sub-areas most related to this measure (in accordance with the 2013 Council Recommendation):

- Anti-discrimination
- By legal means

- a) ensure the effective practical enforcement of Directive 2000/43/EC

10. Is funding envisaged for the measure?:

Yes

10.1. What was the total funding ALLOCATED for the year of reporting?:

National public funding:

200000€

Title of the measure:

Hate Speech Observatory

2.1. Organisation type:

National public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

Other – another national level plan

4. Detailed description of the measure:

The overcoming of cultural prejudice and stereotypical concepts referred to Roma and Sinti people is a main goal for UNAR. In this regard we have set up a new specific monitoring system on the internet content, specifically known as "hate speech". The monitoring of the negative content concerning Roma therefore constitutes an important instrument in better understanding of all aspects of the phenomenon of discrimination providing in real time all the elements necessary for promoting effective awareness-raising and information campaigns. That being said UNAR has strengthened its Contact Center establishing the "Media and Internet Observatory" through which it works every day to identify the possible hate speech cases. During 2016, 181.245 content has been founded inciting hate xenophobie or hatred. 63,1% (114.282) of the contents was posted on Social Networks (Twitter, Facebook, YouTube, Instagram), the remaining 36,9%(69.693)on Social Media (Blog, Forum, etc). In the "Roma/Sinti" Topic Profile were found 9.221 conversations/post on Social Network and 1.285 on Social Media.

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Mainstream

5.1. If mainstream, does the measure have explicit safeguards to secure equal access of various vulnerable people (including vulnerable Roma) to mainstreamed measures and prevent indirect discrimination?:

Yes

5.1.1 If yes, what are those safeguards? Please describe in more details? What is the budget allocated for these safeguards?:

There is a specific ground dedicated to Roma and Sinti

6. What is the duration of the measure?:

01/01/2016 to 31/12/2016

7. Please describe the results of this measure:

Since 2016 it has expanded its activities already existing in the traditional Media trough the Media & Internet Observatory aiming to monitoring the potentially harmful content on the main Social Networks (such as Facebook, Twitter, Google Plus and Youtube) and on the Social Media (newspaper articles, blogs, related comments and fake news websites).

8. Please comment on the lessons learned from this measure:

The keywords analysis showed that many conversations on the web are focused on stereotypes and prejudices on the Roma Community.

9. Please select up to 3 areas and sub-areas most related to this measure (in accordance with the 2013 Council Recommendation):

- Anti-discrimination
- By legal means
- c) Combat anti-Roma rhetoric and hate speech

15. Can you provide any other information on output / result indicators? Please chose the most relevant (up to 3) from the list and estimate their value or add any new indicator.:

To understand the size of the problem, it is sufficient to report that in a single month, analysis and monitoring of hate speech contents showed that in the topic "Roma" 779 conversations/posts were detected in Social Networks and 93 in Social Media. 89.3% of offensive contents is posted on Social Networks (Twitter, Facebook, YouTube, Instagram) and the remaining 10.7% on Social Media (Blogs, Forums, Online Dailies and related comments). The hate words most used in the posts show a few trends – in the web the use of the term Gypsy, in a negative sense, prevails to address Roma/Sinti persons. The analysis of keywords shows that many users, in the web, fuel the negative stereotype according to which the image of Roma is connected to all forms of criminality, particularly theft (it is the most present keyword in a group of about 7,000 conversations referring to Roma).

Title of the measure:

Local Measures (Housing)

2.1. Organisation type:

Local public authority

3. Is the measure part of the implementation plan of...:

NRIS or integrated sets of policy measures on Roma

4. Detailed description of the measure:

Various local experiments of access to housing on the national territory : Lucca, Alghero, Faenza, Cagliari, Firenze, Palermo, Messina, Napoli Deledda, S. Nicolò d'Arcidano, Parma, Laterza, Bologna, Pisa, Massa, Oristano, Padova Bassette, Imola, Saronno, Vallo della Lucania, Legnano, Pavia. see files attached

5. Is it a mainstream or Roma targeted measure?:

Targeted

9. Please select up to 3 areas and sub-areas most related to this measure (in accordance with the 2013 Council Recommendation):

- Housing
- a) eliminate any spatial segregation and promoting desegregation

Housing

1. Which was the most important success? What were the factors contributing to this achievement?:

During 2016 the survey "First National survey on the settlements" was presented, produced by UNAR, ANCI (national association of municipalities) and I'ISTAT (nation institute for Statistics). This survey, submitted to metropolitan cities on the occasion of meeting of housing national working group, held on 8 april 2016, is a very important tool in order to be able to accurately establish the entity of Roma people problems about the settlements. The main purpose is to offer to national, regional and local authorities, as well as policy makers, an important tool to support the elaboration of policies aimed at overcoming mono-ethnic settlements Furthermore, it will be the tool to be able to compare future researches and to evaluate the impact of policies that will be implemented in relation to the subject (both by

local authorities with PON Metro funding and by the National Contact Point with the projects included in the PON Inclusion).

2. Which was the most important challenge? What were the factors contributing to it?:

An important challenge for the Office was to conclude all the documents concerning PON Inclusion Fund and to contact PON Metro beneficiaries in order to reach a complementary use of funding funds. During 2016 activities were started (the 8 april was a meeting where the issue was addressed) in order to make the interventions (of the municipalities and of the UNAR) complementary to aim concrete objectives.

3. What is the basis of your assessment?:

The survey "First National survey on the settlements", produced by UNAR, ANCI (national association of municipalities) and ISTAT (nation institute for Statistics) is a documents to this assessment. Furthermore, the metropolitan cities strategic documents of PON Metro fund are a valid support as well.

4. How would you assess the situation in this thematic area?:

Improved

5. Is funding envisaged?:

Yes

5.1. Total funding ALLOCATED for this thematic area for the year of reporting:

Total amount:

16000000€

National public funding:

8000000€

ESIFs European Structural and Investment Funds (e.g. ESF, ERDF, EARDF):

8000000€

Anti-discrimination

1. Which was the most important success? What were the factors contributing to this achievement?:

A good result was achieved with the adoption by AgCom (Authority for Communications) of Resolution no. 424/16/CONS on "Acts on respect for human worth and the principle of non-discrimination about information and entertainment programs" (see Annex). With this act, audiovisual and radio media service providers are called upon to ensure the strictest respect, in the context of the information and entertainment programs, of the fundamentals guaranteed by users, with regard to persons at risk of discrimination in order to ensure respect for the dignity of the person and the principle of non-discrimination.

2. Which was the most important challenge? What were the factors contributing to it?:

The establishment of a National Observatory on Discrimination in the Media and the Internet (Media and Internet Observatory) within UNAR with the objective of researching, monitoring and analyzing potentially discriminatory content from major social networks (eg Facebook, Twitter, GooglePlus and Youtube), and social media as well (newspaper articles, blogs and related comments, fake news sites). With this tool opens the challenge to monitoring and contrasting the hate speech phenomenon.

3. What is the basis of your assessment?:

The phenomenon of hate speech is a recent problem regarding racism and discrimination.

4. How would you assess the situation in this thematic area?:

Improved

5. Is funding envisaged?:

Yes

5.1. Total funding ALLOCATED for this thematic area for the year of reporting:

Total amount:

200000€

National public funding:

100000€

ESIFs European Structural and Investment Funds (e.g. ESF, ERDF, EARDF):

100000€

Local action

1. Which was the most important success? What were the factors contributing to this achievement?:

The Emilia-Romagna Region, following the adoption of the "Regional Strategy for the Inclusion of Roma and Sinti" by Regional Law no. 11/2015 promoted a one-million-euro call for municipalities in 2016 to promote new housing solutions for RSC. The region has funded 7 of the 9 projects submitted. The factor contributing to this result was the activities that the National Contact Point has played over the years in Emilia and the sensibility of Regional Administrative and politics Authorities as well.

2. Which was the most important challenge? What were the factors contributing to it?:

The direct or indirect participation of public policy-makers is now a certain fact, assumed in Italy and recommended by Europe for their good success.

3. What is the basis of your assessment?:

Relevant information is provided under the section devoted to NRCPs.

4. How would you assess the situation in this thematic area?:

Improved

5. Is funding envisaged?:

Yes

5.1. Total funding ALLOCATED for this thematic area for the year of reporting:

Total amount:

580000€

National public funding:

290000€

ESIFs European Structural and Investment Funds (e.g. ESF, ERDF, EARDF):

290000€

3.1. Specific comments on the role of the UNAR-NRCP in cross sectoral coordination:

Besides elaborating the NRIS (National Rom Italian Strategy), it has been supporting the relevant governance system, from the control room to capacity-building, guidance and advisory service for local Authorities. More specifically, under this Section, mention should be made of: Action 6, entitled " Governance promotion of policies and measures for Roma, Sinti and Caminanti communities, aimed at their social inclusion and the fight against discrimination" - Ob. 4.2 - Axis D, entitled Equal Opportunities and Non Discrimination, falling within PON GAS 2007 - 2013. Under the above Action, the Roma Team has been working on models and actions aimed at promoting Roma participation through the governance system envisaged by the NRIS(control room, national WG, regional WG, local plans of social inclusions, by an inclusive, interministerial, integrated and not exclusive approach, inspired by the principles underpinning. As a way of example, the following actions are worthy of mention: - best practices replication overall at a local level, such as the Spanish ACCEDER programme; - definition of a monitoring system of territorial situation through the pilot-project implemented with ANCI and ISTAT - which led to the ad hoc project implemented by ITALIA Lavoro (See section devoted to Employment); - consultations and support for Local Authorities, Third Sector, social parts, employers associations, and NGOs, with the aim of elaborating actions in the Objective Convergence Regions, in synergy with local Roma communities, also under PORs. In terms of positive results, including WG elaborating social inclusion plans, are to be mentioned with regard to, among others: Palermo, Catania, Catanzaro, Bari, Lecce and Napoli. On a positive note, the above actions have been taken into consideration by other Regions while evidencing the importance of working with Municipalities, including through ANCI. Additional interventions aimed at A. Strengthening a coordinated and integrated approach, in light, inter alia, of the results from the CominRom project carried out by the Ministry of Interior; B. Awareness-raising among local Authorities, especially with regard to the Structural Funds, including by promoting permanent WGs, training and thematic studies (e.g. on Roma women); C. information-sharing under POR, including by thematic meetings in collaboration with Euroma project and the issuance of a

Text on Roma Inclusion Policies under the new EU Funds Planning, 2014-2020; D. Training for local authorities to overcome emergency-inspired approaches, only; E. Support for the Municipalities in the project managing pathways, aimed at Roma socio-economic inclusion; F. Valuing best practices and projects of job active promotion carried out in the Objective Convergence Regions; G. Involving all those stakeholders relevant to the access to both the labour market and goods supply; H. Support for local communication strategies to eradicate stereotypes (e.g. Dosta, Romed, Romact); I. HRE for media professionals; L. Facilitating the involvement of NGOs and Roma representatives (See Romnia onlus, the preparation with ANCI of a website devoted to the NRIS, and a domestic Roma Platform - the last two were subject to specific elaboration in the course of 2015, including with ANCI support). Under Action 6, among the most committed and involved Municipalities, mention has to be made of the following: Napoli, Bari, Lecce, Catanzaro, Palermo and Catania. In terms of governance, mention has to be made of the following: (Regions) Piemonte, Liguria, Toscana, Emilia Romagna and Campania; (Municipalities) Genoa, Milan, Bologna, Turin, Rome, Rovigo, Bari, Palermo, Catania, Lecce, and Naples. With regard to support for local governance-related actions, attention has been paid to the need of complementarity with other EU Funds, such as ESFR (with regard to infrastructures) and Progress.

Participation and involvement and involvement of Roma civil society

Since the beginning, NGOs have been involved through public. In the course of 2015, UNAR-DEO as NRCP has been working on the 94-NGOs list to update it, in view, inter alia, of an exercise to be launched in the course of 2016, namely a National Roma Platform to be fed with national resources. The crucial issue of the PARTICIPATION OF THE CIVIL SOCIETY to the inclusion process of the RSC Community has been addressed by UNAR through the creation of a table in order to promote dialogue between UNAR and the RSC Associations and of the third sector, and the Local and Government Authorities involved in the Strategy. As requested by the European Commission in order to facilitate the participatory project of the communities of every Member State the National Roma Platform was launched after being publicly announced in Italy and in the other countries in 2016. The activities during the first year (2017) consist in various national and local meetings that will take place in the national territory (in the Northern Italy, in the Central Italy and the South Italy including the islands) which will be open to Associations that entered the UNAR Registry for the associations at a Regional level. The first preparatory meeting of the Roma Platform held on 17th of October 2016 at the UNAR Office and was entirely dedicated to involve 35 young Roma Sinti and Camminanti artists who came from various Italian cities in the training concerning the use of Structural Funds and in the fight against anti-Gypsyism. In order to share the concept of the Roma Platform with the associations Unar created on the last 6th of April – also on the occasion of celebration of the International Roma Day – the first national meeting with the Civil Society associations who were concerned with the issue of the inclusion of the Roma Sinti and Camminanti Communities. More than 40 participated to the meeting.

Concluding remarks

1. Please enter comments that did not fit into the other parts of the reporting tool:

The year 2016 has been characterized mainly for the strengthening of the national contact point and for the adoption of all the administrative documents required for the launch of the new concrete of EU Funds Planning, 2014-2020. As is widely known under the new EU Funds Planning, 2014-2020, a specific Objective (9.5) has been dedicated to Roma Inclusion. To this end, 15 million Euros are intended for UNAR-DEO. Special attention has been devoted to the theme of the integration of national and Community funds with specific actions (tested for the first time) of joint intervention between metropolitan cities and UNAR. Such joint interventions will focus during 2017 especially in the "housing" through the

integration of Community programmes of Pon Inlcusione and Metro and in the field of access to the labour market, through nationwide testing of European best practices "Acceder".

Furthermore, it will be undertaken to review the National Strategy in the near future; this document, adopted in 2012, will be updated also in light of more accurate data in order to achieve the objectives and measurable results.

Réclamations collectives n° 87/2012 *Fédération Internationale pour le Planning Familial* v. Italie et n° 91/2013 *Confédération générale italienne du Travail* v. Italie

La réclamation n° **87/2012**, enregistrée le 9 août 2010, a été soulevée à propos de l'article 11 (droit à la santé), lu seul ou avec l'article E de la Charte sociale européenne révisée (non-discrimination), pour l'incapacité à garantir l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) pour les femmes concernées en raison du nombre élevé de médecins et de personnel infirmier et paramédical objecteurs de conscience.

La réclamation n° **91/2013**, enregistrée le 17 janvier 2013, dénonçait la violation des articles 11 et 1§2 de la Charte (« *droit au travail* » - *protection des travailleurs contre toute forme de discrimination au travail*) et estimait qu'il y avait eu discrimination directe et indirecte à l'encontre de stagiaires non objecteurs de conscience dans les services pratiquant les interruptions volontaires de grossesse, en raison d'une surcharge de travail, de la répartition des tâches et de mauvaises perspectives de carrière.

Réponse

Le gouvernement italien s'engage à mettre pleinement en œuvre la loi n° 194 du 22 mai 1978, en assurant à toutes les femmes qui en font la demande, conformément à la loi, l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et au personnel médical le droit à l'objection de conscience prévu par l'article 9 de cette loi.

En particulier, il convient de rappeler que :

1. les interventions d'IVG en Italie ont constamment diminué de 1982 à aujourd'hui dans tous les paramètres (valeur absolue, taux et ratio d'avortement). Ceci est lié non seulement à la diminution des naissances, mais également à la disposition de la loi n° 194 du 22 mai 1978 selon laquelle les interventions d'interruption volontaire de grossesse ne peuvent être effectuées que dans des établissements de santé publics ou privés agréés, sans possibilité de profit pour le secteur privé non agréé. Les établissements de santé reçoivent donc une somme fixe de l'État, dont les montants sont fixés au niveau national⁸, de sorte que les requérantes n'aient rien à payer. Ce système a permis de créer les conditions nécessaires pour éliminer toute discrimination économique et sociale chez les femmes, d'éviter les pressions du marché et de promouvoir la prévention ;
2. dans le Rapport au Parlement sur l'application de la loi n° 194 du 22 mai 1978, transmis le 7 décembre 2016, le nombre d'objecteurs de conscience en valeur absolue n'est pas un chiffre significatif pour évaluer l'offre du service IVG. Le nombre de non objecteurs de conscience ayant effectué des interventions d'IVG doit être évalué par rapport aux IVG pratiquées. À cet égard, il convient de noter qu'en 1983, il y a eu 233 976 IVG, alors qu'au fil des ans, elles ont progressivement diminué pour atteindre 96 578 en 2014. Ce chiffre correspond à une diminution significative du nombre de gynécologues

⁸ DRG spécifiques en fonction du type d'intervention, où DRG signifie *diagnosis-related group*, c'est-à-dire un système permettant de classer tous les patients sortant d'un hôpital en groupes homogènes par absorption de ressources engagées. Cet aspect permet de quantifier économiquement cette absorption des ressources et donc de rémunérer chaque cas d'hospitalisation.

non objecteurs de conscience : 1 607 en 1983 et 1 408 en 2014. Il en résulte qu'en trente ans, le nombre d'IVG hebdomadaires pratiquées par des gynécologues non objecteurs de conscience a diminué de moitié au niveau national : si 3,3 IVG par semaine et par gynécologue étaient pratiquées en 1983 (en calculant 44 semaines de travail), ce chiffre a baissé à 1,6 en 2014.

3. à l'issue du débat qui s'est tenu le 11 juin 2013 à la Chambre des députés sur certaines motions relatives à l'application de ladite loi, auquel le Ministre de la santé est intervenu au nom du Gouvernement italien, il convient de noter que les motions relatives à la pleine application de la loi ont été appliquées dans l'ensemble du pays, notamment en ce qui concerne les activités du Planning familial et l'exercice du droit à l'objection de conscience du personnel à l'égard des activités liées à l'IVG.

Suite aux engagements pris à cette occasion, une « commission technique » a été mise en place au Ministère de la santé et convoquée pour la première fois le 18 juillet 2013, à laquelle tous les Conseillers régionaux et l'Institut supérieur de la santé (ci-après ISS) ont été invités à participer afin de suivre l'application intégrale de la loi dans tout le pays à travers une enquête spécifique sur les activités d'IVG et sur l'exercice du droit à l'objection de conscience des gynécologues uniquement, au niveau de chaque établissement hospitalier et au Planning familial, afin d'identifier tout problème. Dans le but de permettre un échange continu entre le Ministère de la santé et les autres acteurs impliqués dans la surveillance, en partageant les données recueillies et en discutant des différents aspects de l'application de la loi n° 194 du 22 mai 1978, les réunions périodiques de la commission technique se sont également poursuivies en 2016. Il a été demandé à toutes les administrations non seulement de signaler tout problème lié à l'application de la loi, mais également d'élaborer des rapports régionaux afin de mieux décrire chaque situation locale, en soulignant, le cas échéant, la spécificité du territoire dans son application. À cet égard, le Ministère de la santé a également envoyé des exemples de modèles pour les rapports, qui doivent identifier des paramètres et des indicateurs communs conformes à ce qui est présenté au niveau national, afin d'obtenir des données comparables entre les régions et avec les résumés nationaux.

La surveillance repose sur trois paramètres relatifs à la fourniture du service d'IVG, tant en termes d'établissements disponibles sur le territoire - en nombre absolu et par rapport à la population féminine en âge de procréer - que par rapport à la disponibilité de personnel de santé dédié, en tenant compte de la charge de travail hebdomadaire pour chaque gynécologue non objecteur de conscience. Il s'agit des mêmes paramètres que ceux déjà utilisés pour effectuer la surveillance nationale, menée à l'échelle régionale, sur certains aspects de l'application de la loi n° 194 du 22 mai 1978.

En particulier, pour identifier tout problème, notamment en ce qui concerne l'impact que l'exercice du droit à l'objection de conscience de la part du personnel de santé peut avoir sur la possibilité d'accéder à l'IVG pour les personnes qui satisfont aux exigences établies par la loi, la charge de travail hebdomadaire moyenne d'IVG pour chaque gynécologue non objecteur de conscience a été considérée comme un indicateur valable, calculé en comparant le nombre total d'IVG pratiquées au cours de l'année au nombre de gynécologues non objecteurs de conscience présents dans les établissements par rapport aux 44 semaines de travail annuelles. Le nombre

éventuel de non objecteurs de conscience affectés à des services autres que l'IVG a également été évalué, précisément pour veiller à ce que l'indicateur choisi corresponde à la réalité.

Les chiffres ci-dessous sont extraits dudit Rapport au Parlement du Ministre de la santé, présenté le 7 décembre 2016.

PARAMÈTRE 1 : Fourniture du service en nombre absolu d'établissements disponibles

D'après l'analyse des fiches reçues et la comparaison avec les données recueillies par l'ISS et l'ISTAT (institut italien de la statistique), il ressort qu'en 2014 le nombre total d'établissements disposant d'un service d'obstétrique et/ou de gynécologie (entendus au niveau de localisation physique, appelés « établissements » dans les flux d'information), au niveau national, était de 654, alors que le nombre d'établissement pratiquant les IVG était de 390, soit 59,6% du total (60% en 2013).

Le tableau suivant présente une comparaison par région, en valeurs absolues, entre le nombre total d'établissements hospitaliers disposant d'un service de gynécologie et les points IVG. Les chiffres montrent que dans trois cas seulement (province autonome de Bolzano, Molise et Campanie), dont deux régions très petites, le nombre de points IVG était inférieur à 30% des établissements recensés.

Numero di strutture con reparto di ostetricia e/o ginecologia (sedi fisiche-stabilimenti) e di quelle in cui si pratica IVG e il Parametro 1 per Regione, Anno 2014

Regione	Totale strutture	Strutture in cui si pratica IVG	Parametro 1	Regione	Totale strutture	Strutture in cui si pratica IVG	Parametro 1
Piemonte	46	33	71.7%	Marche	14	14	100.0%
Valle d'Aosta	1	1	100.0%	Lazio	52	21	40.4%
Lombardia	99	63	63.6%	Abruzzo	16	9	56.3%
P.A. Bolzano	9	2	22.2%	Molise	4	1	25.0%
P.A. Trento	8	5	62.5%	Campania	85	25	29.4%
Veneto	46	34	73.9%	Puglia	42	22	52.4%
Friuli V. Giulia	15	10	66.7%	Basilicata	6	3	50.0%
Liguria	15	15	100.0%	Calabria	18	11	61.1%
Emilia-Romagna	52	38	73.1%	Sicilia	61	29	47.5%
Toscana	32	28	87.5%	Sardegna	20	14	70.0%
Umbria	13	12	92.3%	Totale	654	390	59.6%

Légende :

Numero di strutture con reparto di ostetricia e/o ginecologia (sedi fisiche-stabilimenti) e di quelle in cui si pratica IVG e il Parametro 1 per Regione, Anno 2014 = Nombre d'établissements disposant d'un service d'obstétrique et/ou gynécologie (localisations physiques-établissements) et nombre d'établissements pratiquant les IVG et le Paramètre 1 par Région, année 2014

Regione = Région

Totale strutture = Total établissement

Strutture in cui si pratica IVG = Etablissements pratiquant l'IVG

Parametro 1 = Paramètre 1

Piemonte = Piémont

Valle d'Aosta = Vallée d'Aoste

P.A. Bolzano

P.A. Trento = P.A. Trente

Veneto = Vénétie

Friuli Venezia Giulia = Frioul Vénétie Julienne

Liguria = Ligurie

Emilia-Romagna = Emilie-Romagne

Toscana = Toscane
Umbria = Ombrie
Marche = Marches
Lazio = Latium
Abruzzo = Abruzzes
Molise = Molise
Campania = Campanie
Puglia = Pouilles
Basilicata = Basilicate
Calabria = Calabre
Sicilia = Sicile
Sardegna = Sardaigne
Totale = Total

PARAMÈTRE 2 : Fourniture du service en valeur relative par rapport à la population fertile et aux maternités

Afin de disposer d'un élément de comparaison et de mieux comprendre le niveau d'application de la loi n° 194 du 22 mai 1978 dans le cadre national de l'organisation du SSN (système de santé italien) se référant à la grossesse, il a été jugé opportun de contextualiser les chiffres sur les établissements qui pratiquent l'IVG par rapport à la population féminine en âge de procréer et par rapport aux maternités.

Sur les 654 établissements nationaux recensés, 500 étaient des maternités publiques ou privées agréées (source Cedap 2014), soit 76,4% du total (81% l'année précédente).

En 2014, il y a eu 492 127 naissances vivantes (source ISTAT se référant à la population présente). La même année, il y a eu 96 578 IVG, avec un ratio de 5.1:1 (4.9:1 l'année précédente), tandis que celui entre les maternités et les points IVG était de 1.3:1 (celui-ci aussi comme l'année précédente).

La situation de l'année précédente est donc confirmée : alors que le nombre d'IVG représentait environ 20% du nombre de naissances, le nombre de points IVG correspondait à 74% du nombre de maternités.

Le tableau suivant présente une comparaison entre les maternités et les points IVG, pas en valeurs absolues mais en valeurs normalisées, par rapport à la population féminine en âge de procréer.

Sur le plan national, toutes les 100 000 femmes en âge de procréer (15-49 ans), il y avait 3,7 maternités contre 2,9 points IVG, avec un ratio de 1.3 :1, c'est-à-dire que tous les cinq établissements pratiquant l'IVG, il y en avait sept où l'on accouchait.

Par conséquent, en tenant compte du nombre absolu de points IVG et de la valeur normalisée à la population des femmes en âge de procréer, la quantité de points IVG semblait plus que suffisante par rapport au nombre d'IVG effectuées, surtout par rapport aux maternités.

Tasso dei Punti nascita e Punti IVG per Regione ogni 100'000 donne in età fertile (15-49 anni), Anno 2014

Regione	n° di punti nascita (*) per 100'000 donne 15-49 anni	n° di strutture in cui si pratica IVG per 100'000 donne 15-49 anni	Regione	n° di punti nascita (*) per 100'000 donne 15-49 anni	n° di strutture in cui si pratica IVG per 100'000 donne 15-49 anni
Piemonte	3.2	3.6	Marche	4.3	4.3
Valle d'Aosta	3.7	3.7	Lazio	2.8	1.6
Lombardia	3.2	2.9	Abruzzo	4.1	3.1
P.A. Bolzano	5.9	1.7	Molise	4.4	1.5
P.A. Trento	5.1	4.2	Campania	4.8	1.8
Veneto	3.7	3.2	Puglia	3.5	2.4
Friuli Venezia Giulia	4.4	4.0	Basilicata	4.7	2.4
Liguria	3.6	4.8	Calabria	3.3	2.4
Emilia-Romagna	3.1	4.0	Sicilia	4.8	2.5
Toscana	3.2	3.6	Sardegna	4.7	3.8
Umbria	5.8	6.3	Totale	3.7	2.9

(*) punti nascita pubblici o privati accreditati (Fonte Cedap 2014)

Légende :

Tasso dei Punti nascita e Punti IVG per Regione ogni 100.000 donne in età fertile (15-49 anni), Anno 2014 = Taux de Maternités et Points IVG par Région toutes les 100 000 femmes en âge de procréer (15- 49 ans), Année 2014

Regione = Région

n° di punti nascita per 100.000 donne 15-49 = nombre de maternités toutes les 100 000 femmes 15-49 ans

n° di strutture in cui si pratica IVG per 100.000 donne 15-49 anni = nombre de point IVG toutes les 100 000 femmes 15-49 ans

Totale = Total

En analysant en détail ces informations, on observe que certaines régions avaient un nombre supérieur ou égal de points IVG par rapport aux maternités (Piémont, Vallée d'Aoste, Ligurie, Émilie-Romagne, Toscane, Ombrie, Marches), voire même en contraste par rapport au ratio naissances / IVG.

Toutefois, même lorsque le ratio était plus bas (par exemple : en Campanie, avec 1,8 points IVG toutes les 4,8 maternités, et en Sicile, avec 2,5 points IVG toutes les 4,8 maternités), il était toujours plus élevé qu'il ne l'aurait été si les proportions entre naissances et IVG avaient été suivies. Dans ces deux cas, cependant, nous sommes en présence de régions où une réduction des maternités a été prévue à la suite d'une réorganisation. Une fois qu'elle sera pleinement opérationnelle, le ratio entre maternités et points IVG sera plus proche de celui des autres régions.

Il est important de rappeler que l'un des objectifs de la politique de santé italienne, selon l'Accord État-Régions de décembre 2010, est de sécuriser les maternités en les réorganisant avec la fermeture de celles où moins de 500 accouchements par an sont pratiqués. L'objectif de réduire le nombre de maternités vise à concentrer les accouchements dans des établissements plus appropriés, avec des exigences structurelles, technologiques et de dotation en personnel en nombre suffisant et avec plus d'expérience, afin de garantir une plus grande sécurité aux interventions liées à la naissance, pour une protection totale de la santé des femmes et des enfants.

PARAMÈTRE 3 : Fourniture du service d'IVG en tenant compte du droit à l'objection de conscience du personnel, par rapport au nombre hebdomadaire moyen d'IVG pratiquées par chaque gynécologue non objecteur de conscience.

D'après les chiffres relatifs au nombre d'IVG pratiquées et au nombre de gynécologues non objecteurs de conscience, on remarque, comme le montre le tableau suivant, que la charge de travail hebdomadaire moyenne de chaque gynécologue non objecteur de conscience n'a pas changé par rapport à 2013, d'après l'enquête ad hoc menée au niveau régional à l'initiative du Ministère de la santé. Le chiffre de 1 408 gynécologues non objecteurs de conscience et de 96 758 IVG au total est donc confirmé, soit 1,6 interruptions par semaine par gynécologue, en calculant 44 semaines de travail au cours de l'année de référence. Ce calcul est basé sur le chiffre agrégé régional du système de surveillance.

Carico di lavoro settimanale medio per IVG per ginecologo non obietto - anni 2012-2013-2014 (considerando 44 settimane lavorative all'anno)

Regione	Carico di lavoro settimanale IVG per non obietto		
	(dato 2012 - rilevazione ad hoc per regione)	(dato 2013 - rilevazione ad hoc per asl)	(dato 2014 - rilevazione ad hoc per asl)
Piemonte	1.3	1.7	1.7
Valle D'Aosta	0.4	0.6	0.4
Lombardia	1.4	1.4	1.7
P.A. Bolzano	1.5	3.5	1.3
P.A. Trento	1.2	1.0	0.9
Veneto	1.3	1.1	1.5
Friuli Venezia Giulia	0.9	0.8	0.7
Liguria	1.4	2.0	1.3
Emilia-Romagna	-	1.0	1.0
Toscana	1.0	1.0	1.0
Umbria	0.9	1.1	1.2
Marche	0.8	1.0	0.9
Lazio	4.2	3.4	3.2
Abruzzo	2.8	1.9	3.0
Molise	-	4.7	4.7
Campania	3.3	3,5 (*)	2.3 (**)
Puglia	2.4	3.1	3.5
Basilicata	2.8	2.0	2.9
Calabria	2.2	1.6	2.2
Sicilia	0.7	4.0	3.8
Sardegna	0.6	0.5	0.5
TOTALE	1.4	1.6	1.6

(*) dato calcolato su base aggregata regionale in quanto non pervenuto per ASL

(**) dato pervenuto in maniera parziale

Légende :

Carico di lavoro settimanale medio per IVG per ginecologo non obietto – anni 2012-2013-2014 (considerando 44 settimane lavorative) = Charge de travail hebdomadaire moyenne par l'IVG de chaque gynécologue non objecteur - années 2012-2013-2014 (en calculant 44 semaines de travail au cours de l'année de référence)

Regione = Région

Carico di lavoro settimanale IVG per non obietto = Charge de travail hebdomadaire pour l'IVG par gynécologue non objecteur

(dato 2012 – rilevazione ad hoc per regione) = (données 2012 – enquête ad hoc par Région)

(dato 2013 – rilevazione ad hoc per ASL) = (données 2013 – enquête ad hoc par USL)
(dato 2014 – rilevazione ad hoc per ASL) = (données 2014 – enquête ad hoc par USL)

En ce qui concerne les chiffres de 2014, sur une base agrégée régionale, ils indiquent une stabilité significative de la charge de travail hebdomadaire moyenne par gynécologue non objecteur de conscience. En prenant 44 semaines de travail par an (valeur utilisée comme standard dans les projets de recherche européens), le nombre d'IVG par gynécologue non objecteur, par semaine, allait de 0,4 dans la Vallée d'Aoste à 4,7 dans le Molise (0,5 et 4,7 étaient les valeurs minimales et maximales en 2013), avec une moyenne nationale de 1,6 IVG par semaine, comme en 2013, et légèrement supérieure à la moyenne de 1,4 de 2012.

Les observations ci-dessus sur l'application de la loi n° 194 du 22 mai 1978 sont donc confirmées. Le nombre de non objecteurs de conscience au niveau régional semble raisonnable par rapport au nombre d'IVG pratiquées et le nombre d'objecteurs de conscience ne devrait pas empêcher aux non objecteurs de pratiquer d'autres activités en plus des IVG. Par conséquent, les éventuels problèmes d'accès au parcours d'IVG pourraient être dus à une organisation territoriale inadéquate.

Une estimation de la variation au fil des ans des interventions d'IVG par le personnel non objecteur de conscience montre que de 1983 à 2011, les IVG pratiquées en moyenne chaque année par chaque non objecteur de conscience ont diminué, en passant de 145,6 IVG en 1983 (soit 3,3 IVG par semaine) à 68,6 IVG en 2014 (soit 1,6 IVG par semaine), comme le montre le tableau suivant.

Evoluzione storica dal 1983 al 2014 degli interventi di IVG, del numero di ginecologi non obiettori e del carico di lavoro per IVG a livello nazionale

anno	N. IVG	N. ginecologi non obiettori	N. IVG l'anno per ogni ginecologo non obiettore	N. IVG a settimana per ogni ginecologo non obiettore
1983	233 976	1 607	145.6	3.3
1992	155 266	1 415	109.7	2.5
2001	132 234	1 913	69.1	1.6
2011	111 415	1 507	73.9	1.6
2013	102 760	1 490	69.0	1.6
2014	96 578	1.408	68.6	1.6

Légende :

Evoluzione storica dal 1983 al 2014 degli interventi di IVG, del numero di ginecologi non obiettori e del carico di lavoro per IVG a livello nazionale = Evolution historique de 1983 à 2014 des interventions d'IVG, du nombre de gynécologues non objecteurs et de la charge de travail par l'IVG au niveau national

Anno = Année

N. IVG = nombre IVG

N. ginecologi non obiettori = nombre gynécologues non objecteurs

N. IVG l'anno per ogni ginecologo non obiettore = nombre d'IVG par an par chaque gynécologues non objecteur

N. IVG a settimana per ogni ginecologo non obiettore = nombre d'IVG hebdomadaires par chaque gynécologue non objecteur

Le nombre total de gynécologues n'exerçant pas le droit à l'objection de conscience a donc toujours été en ligne avec le nombre d'interventions d'IVG total.

Dans ce contexte, lors de la réunion qui s'est tenue le 14 janvier 2015 au Ministère de la santé avec les représentants des Régions, il a été convenu de procéder à une analyse plus détaillée des données de la surveillance au sein de chaque région.

Carico di lavoro medio settimanale per IVG per ginecologo non obiettore per regione calcolato a livello sub-regionale (valori minimo, mediana, massimo). Anno 2014

Regioni	min	mediana	max
PIEMONTE	0.3	1.3	13.5
V. D'AOSTA	0.4	0.4	0.4
LOMBARDIA	0.5	1.5	4.5
P.A. BOLZANO	1.3	1.3	1.3
P.A. TRENTO	0.9	0.9	0.9
VENETO	0.2	1.5	2.5
F.V. GIULIA	0.3	0.8	4.3
LIGURIA	1.1	1.4	1.9
E. ROMAGNA	0.8	0.9	1.9
TOSCANA	0.4	0.6	1.5
UMBRIA	1.2	1.2	1.3
MARCHE	0.9	0.9	0.9
LAZIO	0.7	3.0	7.0
ABRUZZO	1.4	3.8	6.0
MOLISE	4.7	4.7	4.7
CAMPANIA (*)	0.4	1.7	2.4
PUGLIA	2.8	3.3	15.8
BASILICATA	2.8	2.9	3.0
CALABRIA	0.7	1.5	2.2
SICILIA	0.8	3.7	12.2
SARDEGNA	0.2	0.5	2.1

(*) dato parziale in quanto fornito solo per alcune ASL

Légende :

Carico di lavoro medio settimanale per IVG per ginecologo non obiettore per regione calcolato a livello sub-regionale (valori minimo, mediana, massimo) = Charge de travail hebdomadaire moyenne par l'IVG de chaque gynécologue non objecteur calculée au niveau sous régional (valeur minimale, moyenne et maximale). Année 2014

Regioni = Régions
 minimo = minimale
 mediana = moyenne
 massimo = maximale

Comme le montre clairement la charge de travail hebdomadaire par IVG de chaque gynécologue non objecteur de conscience, la situation variait d'une région à l'autre, avec une plus grande variation par rapport à l'année précédente, mais dans la grande majorité des cas, elle était assez homogène au sein du territoire régional.

Sur 140 unités sanitaires locales, seulement trois avaient des valeurs très éloignées de la moyenne régionale, c'est-à-dire des valeurs de charge de travail par gynécologue non objecteur de conscience s'éloignant considérablement de la moyenne régionale (outlier).

En particulier, il s'agit d'une unité sanitaire locale des Pouilles, où l'on atteint 15,8 IVG par semaine (par rapport à la moyenne régionale de 3,5), d'une unité du Piémont, avec 13,5 IVG par semaine (par rapport à la moyenne régionale de 1,7) et d'une unité de la Sicile, avec 12,2 IVG par semaine (par rapport à la moyenne régionale de 3,8). Toutes les autres valeurs sont beaucoup plus basses (une unité

sanitaire locale du Latium a enregistré 7,0 IVG par semaine, tandis que les autres ont toutes des valeurs inférieures), proches des moyennes régionales.

Afin de prendre en compte les professionnels par rapport au temps de travail effectif dans l'établissement et d'exclure la possibilité de compter plusieurs fois une même personne présente dans différents établissements, la surveillance a également prévu de recenser les gynécologues non objecteurs de conscience en termes de FTE (Full Time Equivalent), où l'unité de mesure FTE correspond au nombre d'unités reparamétré par rapport à un travailleur à temps plein. Une valeur FTE égale à 1 équivaut à une personne qui travaille à temps plein, alors qu'un travailleur à mi-temps à 50% correspond à 0,5 FTE. Cependant, même pour 2014, il a été confirmé que la charge de travail hebdomadaire enregistrée par rapport au nombre de gynécologues non objecteurs de conscience, en termes de membres du personnel, n'était pas sensiblement différente de celle enregistrée en termes de FTE, comme cela a déjà été constaté en 2013 et en 2012. Une seule exception a été constatée pour la région Molise où le nombre limité de gynécologues non objecteurs de conscience disponibles a entraîné une multiplication par deux de la charge de travail, calculée en fonction des FTE, soit 9,4 IVG par semaine, ce qui est toujours inférieur à 10.

Par ailleurs, en 2016, toujours pour veiller à ce que les valeurs moyennes soient représentatives de la situation réelle, il a été demandé aux régions s'il y avait des gynécologues non objecteurs de conscience non affectés au service d'IVG. D'après les chiffres communiqués par les régions (sauf la Ligurie, le Latium et la Sicile), il est apparu qu'au niveau national, 11% des gynécologues non objecteurs de conscience était affecté à d'autres services et non à celui de l'IVG, c'est-à-dire qu'ils ne pratiquaient pas l'IVG bien qu'ils ne faisaient pas recours au droit à l'objection de conscience. Il s'agit d'une part constatée dans 46 établissements de onze régions : Piémont, Lombardie, province autonome de Bolzano, Émilie-Romagne, Toscane, Ombrie, Abruzzes, Molise, Campanie, Pouilles, Sardaigne.

Cette analyse approfondie a permis de mettre à nouveau en lumière le grand manque d'homogénéité territoriale dans l'impact de la disponibilité des non objecteurs de conscience par rapport à la demande d'IVG. Les données recueillies pour chaque établissement hospitalier suggèrent que, dans la plupart des établissements où les non objecteurs de conscience ne sont pas affectés aux services d'IVG, la disponibilité de personnel non objecteur semble dépasser les besoins. En d'autres termes, dans ces cas, le nombre de non objecteurs de conscience est plus élevé que ce qui est nécessaire pour répondre convenablement aux demandes d'IVG et, par conséquent, une partie de ce personnel est affectée à d'autres services (il convient de rappeler que les interventions d'IVG sont toujours planifiées, donc les conditions sont réunies pour bien répartir le personnel par rapport aux demandes).

Par ailleurs, ces mêmes données, toujours liées à chaque établissement, ont permis de signaler les situations où les unités sanitaires ont résolu des situations potentiellement critiques. Par exemple, dans le cas du Molise, où l'on ne constate que deux gynécologues non objecteurs de conscience, dont un affecté à des services autres que l'IVG, il a été constaté qu'en cas d'absence prolongée du collègue affecté au service d'IVG, l'unité sanitaire a établi un ordre de service qui affecte provisoirement l'autre médecin non objecteur au service d'IVG afin d'assurer la continuité du service.

D'après l'analyse du paramètre 3 au niveau sous-régional, il ressort donc que toute difficulté dans l'accès aux services est probablement imputable à des situations

encore plus locales que celles des unités sanitaires locales individuelles et devrait probablement être ramenée à chaque établissement.

Il convient également de rappeler que la concentration de certains services de santé dans certains établissements, comme par exemple l'IVG, pourrait être non pas une disparité involontaire, mais le résultat d'une planification des administrations visant à regrouper les services sur le territoire.

En ce qui concerne les temps d'attente, les données disponibles montrent que dans certaines régions, plus il y a d'objecteurs de conscience, plus les temps d'attente des femmes diminuent et, inversement, dans d'autres régions, moins il y a d'objecteurs, plus les temps d'attente augmentent, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer. Le tableau de la page suivante montre les données du taux d'avortement, de l'objection de conscience et des temps d'attente, par région, en comparant la situation de 2006 et celle de 2014.

Tasso di abortività (T.AB), obiezione di coscienza e tempi di attesa (T.AT). Raffronto tra l'anno 2006 e l'anno 2014 con dettaglio regionale

REGIONE	Anno 2014					Anno 2006				
	T.AB	N. IVG	% ginec. obiettori	% T.AT < 14 gg	% T.AT 22-28 gg	T.AB	N. IVG	% ginec. obiettori	% T.AT < 14 gg	% T.AT 22-28 gg
ITALIA	7.1	96578	70.7	64.8	9.2	9.4	131018	69.2	56.7	12.4
ITALIA SETT.	7.3	43916	65.1	64.6	9.0	9.8	59829	65.2	53.2	13.3
Piemonte	8.4	7856	63.3	70.5	7.3	11.4	11030	62.9	51.1	13.7
Val d'Aosta	7.5	208	13.3	59.9	6.8	9.6	274	16.7	40.5	7.8
Lombardia	7.3	15991	68.3	60.0	10.4	10.0	22248	68.6	58.6	11.3
Bolzano	4.4	526	85.9	77.2	3.4	4.9	564	74.1	44.7	15.2
Trento	6.4	758	57.4	57.9	10.2	11.6	1358	64.0	62.7	11.1
Veneto	5.0	5472	77.0	50.5	15.3	6.4	7090	79.1	34.0	23.4
Friuli V.G.	6.3	1609	58.4	64.8	8.0	8.0	2107	59.8	54.4	11.0
Liguria	9.5	3023	59.7	71.4	7.5	10.9	3700	56.3	51.1	14.1
Emilia Romagna	8.8	8473	53.0	73.6	5.1	12.2	11458	53.5	56.8	11.1
ITALIA CENTR.	7.6	20259	68.6	59.3	10.7	10.9	28888	71.0	55.2	13.4
Toscana	8.2	6526	59.5	63.3	9.1	11.0	8879	55.9	63.3	9.3
Umbria	7.6	1479	65.6	43.0	17.5	11.1	2178	70.2	51.0	13.3
Marche	5.5	1839	70.1	70.6	7.7	7.4	2581	78.4	73.9	5.6
Lazio	7.7	10415	78.2	57.1	11.3	11.8	15250	77.7	47.8	17.2
ITALIA MERID.	7.1	23564	80.4	72.0	7.3	8.8	30716	71.5	63.6	9.9
Abruzzo	7.5	2209	80.7	63.9	11.2	8.8	2709	45.5	71.9	4.9
Molise	6.0	413	89.7	89.8	1.5	8.3	620	82.8	NR	NR
Campania	6.6	9369	81.8	73.4	5.6	8.2	12049	83.0	62.1	10.3
Puglia	9.0	8514	78.5	76.0	6.7	11.2	11333	79.9	60.9	11.5
Basilicata	4.9	631	88.1	78.8	3.8	4.9	701	44.0	78.0	3.5
Calabria	5.3	2428	76.6	55.7	13.4	6.6	3304	73.5	64.9	10.0
ITALIA INSULARE	5.7	8839	79.0	59.2	11.3	7.0	11585	76.3	66.0	8.9
Sicilia	5.9	6916	89.1	55.5	13.0	7.5	9303	84.2	62.0	10.5
Sardegna	5.2	1923	60.2	72.0	5.3	5.5	2282	57.3	77.8	4.1

Légende :

Tasso di abortività (T.AB), obiezione di coscienza e tempi d'attesa (T.AT). Raffronto tra l'anno 2006 e l'anno 2014 con dettaglio regionale = Taux d'avortement (T.AB), objecteurs de conscience et temps d'attente (T.AT). Comparaison entre l'année 2006 et l'année 2014 avec détails régionaux.

Les chiffres montrent que de 2006 à 2014, le taux et le nombre d'avortements ont diminué. Le nombre de gynécologues objecteurs de conscience a légèrement

augmenté, passant de 69,2% à 70,7%. Le pourcentage de femmes ayant attendu moins de deux semaines (« moins longtemps ») entre la remise du certificat et l'intervention a augmenté, passant de 56,7% à 64,8%, ce qui signifie que le service d'IVG s'est amélioré. Parallèlement, le pourcentage de femmes ayant attendu de 22 à 28 jours (« plus longtemps ») a diminué (de 12,4% à 9,2%). Dans l'ensemble, en six ans, le nombre moyen d'objecteurs de conscience a donc augmenté en Italie, et les temps d'attente ont diminué.

En analysant les données par région, on remarque que les situations sont assez différentes.

Dans le Latium, par exemple, le nombre d'objecteurs de conscience est passé, en huit ans, de 77,7% à 78,2% et les temps d'attente ont diminué (le nombre de femmes ayant attendu « moins longtemps » a augmenté, passant de 47,8% à 51,7%, et le nombre de femmes ayant attendu « plus longtemps » a diminué, passant de 17,2% à 11,3%). Une tendance similaire a été enregistrée dans le Piémont : face à une augmentation de 62,9% à 63,3% des objecteurs, les temps d'attente ont diminué (le nombre de femmes ayant attendu moins longtemps a augmenté, passant de 51,1% à 70,5%, et le nombre de celles qui ont attendu plus longtemps a diminué, passant de 13,7% à 7,3%).

En Ombrie et dans les Marches, la diminution des objecteurs de conscience a été compensée par une augmentation des temps d'attente. En particulier, dans les Marches, les objecteurs de conscience sont passés de 78,4% à 70,1%, le nombre de femmes ayant attendu moins longtemps a diminué de 73,9% à 70,6% et le nombre de celles ayant attendu plus longtemps a augmenté de 5,6% à 7,7%. En Ombrie, les objecteurs de conscience sont passés de 70,2% à 65,6%, le nombre de femmes ayant attendu moins longtemps a diminué de 51,0% à 43,0% et le nombre de celles ayant attendu plus longtemps a augmenté de 13,3% à 17,5%.

En Vénétie, la situation est encore différente : le nombre d'objecteurs de conscience a diminué (de 79,1% à 77,0%), ainsi que les temps d'attente (le nombre de femmes ayant attendu moins longtemps a augmenté, passant de 34,0% à 50,5%, et le nombre de celles ayant attendu plus longtemps a diminué, passant de 23,4% à 15,3%), qui se sont donc améliorés.

D'après les exemples fournis, on peut constater qu'il n'y a pas de lien entre le nombre d'objecteurs de conscience et les temps d'attente : les modes d'application de la loi dépendent essentiellement de l'organisation régionale, sur la base de différents facteurs qui varient d'une région à l'autre (et probablement aussi dans une même région).

Il convient de rappeler qu'à ce jour, l'organisation sanitaire régionale peut mettre en œuvre à la fois des formes de mobilité du personnel et des formes de recrutement différencié.

Activité du Planning familial pour l'IVG

L'activité du Planning familial pour l'IVG a également été observée en 2016 et s'est améliorée car les données ont été recueillies pour 85% des Plannings familiaux. Outre les informations sur le nombre de gynécologues en service, objecteurs de conscience ou non, collectées en fonction du type de contrat et en unités (à la fois en valeur absolue et en Full Time Equivalent), le nombre de femmes ayant passé l'entretien prévu par la loi n° 194/1978 a également été requis, tout comme le nombre de certificats délivrés et le nombre de femmes ayant effectué des contrôles post-IVG (en vue de la prévention d'IVG répétées).

La collecte de données est particulièrement difficile compte tenu également des grandes différences territoriales dans l'organisation du Planning familial, dont la

quantité change souvent en raison de regroupements et de distinctions entre sièges principaux et bureaux détachés, dont la différenciation répond souvent à des critères différents selon les régions. De plus, il est apparu que de nombreux sièges du Planning familial sont des services pour les enfants et les adolescents ou dédiés au dépistage du cancer chez les femmes et, par conséquent, ne pratiquent pas d'activités liées au service d'IVG. Ce domaine de l'enquête confirme également la grande variabilité entre les Régions, en l'occurrence dans le recours au Planning familial pour les activités liées à l'IVG.

Les différences observées sont en partie dues au fait que l'enquête ne couvre pas intégralement toutes les régions. Il est également nécessaire de prendre en compte les différentes modalités d'organisation locale, dans la relation entre les services territoriaux et les services hospitaliers, dans la prise en charge des femmes qui s'y rendent pour un IVG.

En général, le nombre d'objecteurs de conscience au Planning familial, même s'il n'est pas toujours satisfaisant en termes de couverture des données, est très inférieur à celui enregistré dans les établissements hospitaliers (15,0% contre 70,7%).

Le fait que le nombre d'entretiens IVG (76 855 entretiens comptabilisés au total) soit supérieur au nombre de certificats délivrés (31 277) pourrait indiquer que des mesures concrètes ont été prises pour aider les femmes « à éliminer les causes les amenant à pratiquer une interruption de grossesse » (art. 5 de la loi n° 194/1978). En outre, l'activité exercée en termes de contrôles post-IVG (34 566) est inférieure à celle des entretiens mais supérieure à celle des certificats délivrés. Ce chiffre pourrait indiquer que souvent, dans les hôpitaux où sont pratiquées les IVG, il s'avère efficace de suggérer un entretien post-IVG au Planning familial, plus approprié que les établissements hospitaliers pour réaliser des actions de soutien et de conseils personnalisés et constants dans le temps.

Monitoraggio attività dei consultori familiari per l'IVG - anno 2014

REGIONE	n° consultori che hanno inviato i dati	% risposte sul tot. consultori	n° ginec. (*FTE)	% obiett.	colloqui IVG	certificati IVG	controlli post IVG	TOTALE IVG Anno 2014
Piemonte	163	77%	191	20%	6'490	4'666	2'023	7856
Valle d'Aosta	15	100%	10	90%	10	0	20	208
Lombardia	246	99%	137	29%	24'283	192	16'133	15'991
P.A. Bolzano	14	100%	9	11%	52	11	6	526
P.A. Trento	12	100%	23	4%	656	451	325	758
Veneto	119	100%	65*	20%	4'366	2'301	784	5'472
Friuli Ven. Giulia	26	100%	26	8%	5'090	1'212	1'092	1'609
Liguria	24	33%	146	9%	715	1'583	228	3'023
Emilia Romagna	234	100%	145*	18%	10'627	2'266	5'104	8'473
Toscana	220	93%	44*	25%	4'036	3'263	1'689	6'526
Umbria	33	100%	37*	11%	1'024	938	351	1'479
Marche	48	100%	16*	38%	1'795	1'196	587	1'839
Lazio	99	66%	165	5%	6'508	4'659	1'766	10'415
Abruzzo	44	75%	52	21%	1'044	271	134	2'209
Molise	7	175%	10	10%	170	43	30	413
Campania (*)	39	25%	73	7%	1'599	1'243	671	9'369
Puglia	147	100%	63*	11%	2'876	2'573	1'344	8'514
Basilicata	32	100%	22	23%	452	374	334	631
Calabria	67	100%	96*	16%	1'568	1'213	564	2'428
Sicilia	166	85%	125	0%	2'969	2'394	1'206	6'916
Sardegna	71	100%	47*	19%	525	428	175	1'923
TOTALE	1'826	85%	1'502	15%	76'855	31'277	34'566	96'578

(*) rilevazione parziale

Légende :

Monitoraggio attività dei consultori familiari per l'IVG – Anno 2014 = Suivi de l'activité de Planning familial pour l'IVG – Année 2014

Regione = Région

n. di consultori che hanno inviato i dati = n. de services ayant envoyé les données

% di risposte sul tot. consultori = % de réponses sur le total des services

n. di ginecologi = n. de gynécologues

% obiettori = % d'objecteurs

colloqui IVG = entretiens IVG

certificati IVG = certificats IVG

controlli post-IVG = contrôles post-IVG

Totale IVG anno 2014 = Total IVG année 2014

Réclamation collective n. 102/2013, Associazione Nazionale dei Giudici di Pace (ANGdP) c. Italie

Le 2 août 2013, l'Association nationale des Juges de Paix (ci-après ANGdP) a présenté au Comité européen des Droits sociaux une réclamation collective (enregistrée à la même date sous le n° 102/2013), invoquant la violation par l'État italien de l'article 12 de la Charte sociale reconnaissant le « droit à la sécurité sociale ». En particulier, l'ANGdP a fait valoir que l'article 12, paragr. 3 et 4b de la Charte avait été violé parce que la loi italienne ne reconnaît pas aux juges de paix des mesures de sécurité sociale telles que l'indemnité de maladie, la protection en cas de maternité ou la pension de retraite.

Réponse.

Les raisons déjà invoquées par le Gouvernement italien concernant l'**irrecevabilité** du recours sont rappelées. En particulier, il est confirmé que l'Association nationale des juges de paix - fondée pour protéger les intérêts des juges de paix - ne figure pas parmi les entités habilitées à déposer des réclamations collectives en vertu de l'article 1 du Protocole additionnel à la Charte de 1995, car il ne s'agit ni d'une organisation non gouvernementale, ni d'un syndicat.

En ce qui concerne le **fond**, il est rappelé que la réclamation présentée par l'ANGdP ne relève pas du champ d'application de l'article 12 de la Charte et, en particulier, de l'article 12, paragr. 4b, qui fait référence aux citoyens ayant travaillé à l'étranger et auxquels est octroyé le droit d'acquérir et de maintenir les droits à la sécurité sociale en vertu de la loi des États dans lesquels ils ont travaillé.

En ce qui concerne la prétendue inégalité de traitement par rapport aux juges professionnels, il est rappelé, conformément à ce qui a déjà été dit par le Gouvernement dans les mémoires en défense présentées au Comité, qu'il n'y a aucune discrimination entre les deux catégories de juges et que la différence de traitement est dictée par la nature différente des deux catégories.

À cet égard, il est à noter que le décret législatif n° 116 du 13 juillet 2017, publié dans le Journal officiel n° 117 du 31 juillet 2017, a récemment été adopté. Il porte sur la « réforme organique de la magistrature non professionnelle et sur d'autres dispositions relatives aux juges de paix, et il fournit des règles transitoires relatives aux magistrats non professionnels en exercice, en vertu de la loi n° 57 du 29 avril 2016 ».

L'article 1 dudit décret divise la magistrature non professionnelle en juges de paix non professionnels (magistrats non professionnels attachés au bureau du juge de paix) et procureurs adjoints non professionnels (magistrats non professionnels attachés au bureau de collaboration du procureur de la République).

L'alinéa 3 du même article 1 prévoit que « la fonction de magistrat non professionnel est de nature absolument temporaire, se déroule de manière à assurer la compatibilité avec des activités professionnelles et ne détermine en aucun cas une relation d'emploi public. Afin d'assurer cette compatibilité, chaque magistrat non professionnel ne peut être tenu de s'engager plus de deux jours par semaine au total.

Le magistrat non professionnel exerce les fonctions judiciaires selon des principes d'auto-organisation de l'activité, conformément aux conditions et modalités imposées par la loi et par les exigences d'efficacité et de bon fonctionnement du bureau.

Contrairement aux juges professionnels, admis par concours (art. 102 de la Constitution), les juges de paix non professionnels sont nommés selon des critères et des exigences déterminés par la loi (art. 4 du décret législatif n° 116/2017). La mission est attribuée pour une durée déterminée de quatre ans, renouvelable sur demande pour une deuxième période de quatre ans (art. 18 dudit décret législatif).

Une indemnité est versée aux juges de paix - dont le montant est fixé par la loi (art. 23 du décret législatif n° 116/2017) - composée d'une partie fixe et d'une partie variable du résultat. Cette indemnité, qui n'est pas une rémunération, peut être cumulée avec les revenus provenant d'autres activités professionnelles ou avec la retraite.

En ce qui concerne la question qui nous occupe, il convient également de se référer à l'article 25 de ce décret législatif, intitulé « Protection en cas de grossesse, de maladie et d'accident. Affiliation au régime de la « gestion séparée » de l'INPS (Institut national de la prévoyance sociale) », qui reconnaît une protection sociale minimale de l'activité des magistrats non professionnels, par rapport à certains événements de la vie, en précisant que la maladie, les accidents ou la grossesse n'impliquent pas, dans certains termes, la dispense de la mission. En particulier :

- l'alinéa 1 prévoit qu'en cas de maladie ou accident des magistrats non professionnels, ils ne sont pas dispensés de leur mandat, dont l'exécution est suspendue pendant une période n'excédant pas six mois. Dans tous les cas, au cours de cette période, ils n'ont pas droit à l'indemnité fixe ;
- l'alinéa 2 prévoit que - au cours des deux mois précédant la date prévue de l'accouchement et pendant les trois mois qui suivent l'accouchement (ou, en alternative, à partir du mois précédant la date prévue de l'accouchement et pendant les quatre mois qui suivent l'accouchement) - la grossesse n'implique pas une dispense du mandat (dont l'exécution est suspendue), mais ne donne pas droit à l'indemnisation prévue par l'article 23.

En ce qui concerne la protection sociale, l'alinéa 3 suivant de l'article 25 prévoit l'affiliation obligatoire au régime de la gestion séparée de l'INPS pour les juges de paix non professionnels et les procureurs adjoints non professionnels. Les modalités et délais prévus pour les travailleurs indépendants, visés à l'article 53, 1^{er} alinéa du décret du Président de la République n° 917 du 22 décembre 1986 (« T.U.I.R. ») s'appliquent pour le paiement de la contribution due (égale à 25%).

Créée par l'article 2, alinéa 26 de la loi n° 335/1995, la « gestion séparée » de l'INPS est un fonds de pension destiné à accorder, en général, la couverture sociale obligatoire aux travailleurs atypiques, indépendants ou pseudo-indépendants. En vertu de l'article 1, alinéa 165 de la loi n° 232/2016, le taux de cotisation dû par les travailleurs indépendants (titulaires d'une position fiscale aux fins de la TVA), qui ne sont pas affiliés à d'autres régimes de retraite obligatoire ou retraités, affiliés audit régime de « gestion séparée », a été réduit à plein régime à 25 %.

Enfin, en vertu de l'alinéa 4 de l'article 25 dudit décret législatif, les dispositions précitées en matière de sécurité sociale ne s'appliquent pas aux membres de l'ordre des avocats exerçant des fonctions de juge de paix non professionnel ou de procureur adjoint non professionnel, car ils doivent obligatoirement être inscrits à la Caisse nationale de prévoyance et d'assistance des avocats (en vertu de l'article 21, alinéas 8 et 9 de la loi n° 247/2012).

Au vu de ce qui précède, les observations du Gouvernement selon lesquelles il n'y a pas de discrimination à l'égard des juges de paix non professionnels, même par rapport aux juges non professionnels chargés des affaires civiles pendantes, sont

réitérées et confirmées. Ces derniers ne peuvent pas, en vertu de la loi, exercer une activité professionnelle secondaire, car il y a incompatibilité (art. 9 de la loi n° 276/1997) et, par conséquent, leur fonction judiciaire est exercée de manière stable, continue et exclusive.

Compte tenu des observations formulées par le Gouvernement italien à la fois sur la recevabilité et sur le fond de la réclamation et au vu des récentes mesures législatives qui ont dicté la réforme organique de la magistrature non professionnelle et des juges de paix, aucun élément de discrimination n'est à relever à l'égard de la catégorie plaignante en vertu des articles 12 et E de la Charte sociale européenne.

Réclamation collective n° 105/2014 «La Voce dei Giusti » v. Italie.

La réclamation n° **105/2014**, enregistrée le 22 avril 2014, a été soulevée au sujet de l'article 10 (droit à la formation professionnelle), paragraphes 1 et 2, lu seul ou avec l'article E de la Charte sociale européenne révisée (non-discrimination), en raison de l'exclusion des cours universitaires de spécialisation en activités de soutien pédagogique aux élèves handicapés des enseignants précaires de III^{ème} catégorie des établissements, non habilités à l'enseignement, ayant déjà effectué des activités de soutien.

Réponse

Le Gouvernement italien réitère les motifs exposés dans ses observations, en contestant la **recevabilité** de la réclamation, étant donné que l'association syndicale plaignante - constituée pour protéger les intérêts des enseignants précaires de II^{ème} et III^{ème} bande d'Institut - ne semble pas répondre à l'exigence de représentativité qui, en vertu de l'article 1 du Protocole s'ajoutant à la Charte, est une condition indispensable à la présentation des réclamations collectives au Comité européen des droits sociaux.

En ce qui concerne les observations sur le **fond** de la réclamation en question, en confirmant ce qui précède, il est à noter ce qui suit.

Le Gouvernement italien considère que la législation nationale sur la formation professionnelle du personnel enseignant, y compris la catégorie plaignante, est conforme aux dispositions de la Charte sociale européenne révisée, relatives aux articles 10 et E.

L'alinéa 4 de l'article 3 du décret du Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche n° 249 du 10 septembre 2010 stipule que les enseignants qui souhaitent effectuer une activité de soutien pédagogique aux élèves et étudiants handicapés, activité prévue par les articles 12 et 13 de la loi n° 104 du 5 février 1992 (« *Loi-cadre sur l'assistance, l'intégration sociale et les droits des personnes handicapées* »), doivent obtenir 60 crédits de formation en participant à des cours universitaires *numerus clausus*, activés dans les universités autorisées par le Ministère de l'éducation. Pour avoir accès aux sélections préliminaires pour participer aux cours de spécialisation, il est nécessaire d'être habilité à l'enseignement.

À la suite de l'adoption du décret législatif n° 66/2017, « *Bonne école : promotion de l'intégration scolaire des élèves porteurs de handicaps* », la spécialisation en soutien pédagogique dans les écoles maternelles et primaires pourra être obtenue en suivant un cours annuel de spécialisation en pédagogie et didactique spéciale qui prévoit l'acquisition de 60 crédits de formation universitaires, comprenant au moins 300 heures de stage, soit 12 crédits de formation. Les cours, qui se dérouleront dans les universités où les cursus universitaires à cycle unique en sciences de l'enseignement primaire sont déjà actifs, seront planifiés par le Ministère de l'éducation en fonction des exigences du système national d'éducation et de formation. L'accès aux cours est subordonné à la réussite d'un examen préparé par les universités et, à partir de 2019, sera réservé aux candidats ayant obtenu 60 crédits de formation universitaires supplémentaires liés à la didactique de l'inclusion, en plus de ceux déjà prévus par le cursus.

Le même parcours de formation postuniversitaire devra être suivi par les enseignants habilités à l'enseignement secondaire de premier et deuxième cycle.

Il est important de souligner que les dernières modifications législatives dans le domaine de la spécialisation en éducation spécialisée sont dictées par la nécessité de répondre de manière adéquate aux différents besoins éducatifs des élèves et étudiants handicapés en recourant à du personnel enseignant hautement qualifié.

Tel qu'indiqué dans les observations ci-dessus, la matière de la formation initiale et du recrutement des enseignants des écoles maternelles, primaires et de l'enseignement secondaire de premier et deuxième cycle est réglementée par ledit décret n° 249/2010 et ses modifications ultérieures. En vertu de l'article 3, l'habilitation à l'enseignement est obtenue à l'issue d'un parcours de formation visant à acquérir les compétences nécessaires à la profession d'enseignant (diplôme universitaire quinquennal à cycle unique pour les écoles maternelles et primaires, stage de formation inclus ; master suivi d'une année de stage de formation actif pour l'enseignement secondaire de premier et deuxième cycle).

Afin de favoriser l'obtention de l'habilitation à l'enseignement secondaire de premier et deuxième cycle des catégories d'enseignants, y compris la catégorie plaignante, qui n'ont pas cette qualification, des parcours de formations et d'habilitation spécifiques ont été activés pour les enseignants non titulaires⁹, y compris les professeurs d'enseignement technique et pratique, ayant accumulé, de l'année scolaire 1999/2000 jusqu'à l'année scolaire 2011/2012 incluse, au moins trois années de service dans des écoles publiques, privées ou dans des centres de formation professionnelle. En vertu de l'alinéa 1 de l'article 4 du décret du Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche n° 81 du 25 mars 2013, le service de soutien scolaire est également considéré comme valable.

Le décret du Ministre de l'éducation, de l'université et de la recherche n° 259 du 9 mai 2017 a prévu la révision et la mise à jour des types de catégories de concours pour devenir enseignant titulaire dans l'enseignement secondaire de premier et deuxième cycle, tel que prévu par le décret du Président de la République n° 19 du 14 février 2016, contenant les dispositions relatives à la rationalisation et à la fusion des catégories de concours pour les chaires et les postes d'enseignant. L'article 5 dudit décret dispose que ceux qui, au moment de l'entrée en vigueur du décret du Président de la République n° 19/2016, sont titulaires de diplômes valables pour l'admission aux catégories de concours conformément aux décrets ministériels n° 39/98 et 22/2005 - catégorie comprenant également les enseignants de III^{ème} bande d'Institut - peuvent participer aux examens d'accès aux parcours de formation active visés au décret du Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche n° 249 du 10 septembre 2010 et présenter une demande d'inscription aux classements des établissements pour les nouvelles catégories de concours correspondantes. Par conséquent, la demande d'inscription à la III^{ème} bande d'Institut pourra être présentée par toute personne ayant un titre utile à l'enseignement, c'est-à-dire qui est en règle avec les crédits universitaires de formation requis pour avoir accès à l'enseignement.

Compte tenu des observations du Gouvernement italien sur la recevabilité et le fond de la réclamation et au vu des récentes interventions réglementaires visant à activer des stages de formation spéciaux pour obtenir l'habilitation à l'enseignement des enseignants non titulaires sans titre, aucun élément de discrimination n'est à relever, en vertu des articles 10 et E de la Charte sociale européenne révisée, à l'encontre de la catégorie plaignante.

⁹ Décret du Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche n° 81 du 25 mars 2013, qui a modifié le décret ministériel n° 249/2010

CAS DE NON-CONFORMITÉ - ARTICLE 18§1 DROIT D'EXERCER UNE ACTIVITÉ LUCRATIVE SUR LE TERRITOIRE DES AUTRES PARTIES

Le Comité européen des droits sociaux a demandé de fournir des éléments supplémentaires sur l'article 18§1 de la Charte sociale européenne révisée. Dans le cas présent, il a demandé une vue d'ensemble complète et actualisée des visas et des titres de séjour qui permettent aux travailleurs salariés ou indépendants, ressortissants de pays hors UE/EEE (Espace économique européen), membres de la Charte, d'accéder au marché du travail (Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Fédération de Russie, Géorgie, République de Moldavie, Monténégro, Serbie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Turquie et Ukraine).

À cet égard, il est à noter que l'entrée en Italie pour des raisons de travail salarié, même saisonnier, et de travail indépendant doit se faire dans le cadre des quotas d'entrée fixés par les décrets dits « sur les flux », qui sont publiés périodiquement par le président du Conseil des Ministres selon les critères indiqués dans le document de planification triennal sur les politiques d'immigration.

Le 13 février 2017 a été signé le décret qui a établi la programmation des flux d'entrée des travailleurs extracommunautaires en Italie pour l'année 2017, pour le quota maximal de 30 850 unités.

Plus précisément, 13 850 quotas sont destinés aux conversions en permis de séjour pour travail salarié ou indépendant des étrangers se trouvant déjà sur le territoire national avec un permis de séjour ou un autre titre (travail saisonnier, études, stage et/ou formation professionnelle, résidents de longue durée d'un autre État membre de l'Union européenne).

17 000 quotas supplémentaires sont réservés aux nouvelles entrées pour travail saisonnier de ressortissants de pays tiers qui, dans la plupart des cas, ont signé des accords de réadmission avec l'Italie : Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, République de Corée, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Philippines, Gambie, Ghana, Japon, Inde, Kosovo, Mali, Maroc, Île Maurice, Moldavie, Monténégro, Niger, Nigéria, Pakistan, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Soudan, Ukraine et Tunisie. Parmi eux, 2 000 sont réservés aux travailleurs extracommunautaires qui sont entrés en Italie pour travailler en tant que salarié saisonnier au moins une fois au cours des cinq dernières années, sur la base d'une demande d'autorisation pluriannuelle de la part des employeurs.

Le visa d'entrée est une autorisation délivrée par les représentations italiennes à l'étranger et permet d'accéder en Italie et dans les autres pays appliquant la Convention de Schengen pour y transiter ou pour un court séjour (jusqu'à 90 jours). Il prend le nom de « visa Schengen uniforme » (VSU). De même, le VSU délivré par les représentations diplomatiques et consulaires des autres pays appliquant la Convention permet également d'accéder au territoire italien.

Le visa de long séjour (plus de 90 jours) est dénommé « visa national » (VN). Il permet d'accéder pour de longs séjours au territoire de l'État qui a délivré la disposition et, pour autant qu'elle soit valable, permet la libre circulation pendant une période maximale de 90 jours par semestre sur le territoire des États membres.

Le décret interministériel du 11 mai 2011 relatif à la définition des types de visas d'entrée et des conditions pour les obtenir, identifie différentes catégories de visas correspondant aux motifs d'entrée :

- Visa pour adoption
- Visa d'affaires
- Visa pour traitement médical, visa diplomatique pour accréditation ou notification
- Visa pour compétition sportive
- Visa pour invitation
- Visa pour travail indépendant
- Visa pour travail salarié
- Visa pour mission, visa pour motifs religieux
- Visa de retour, visa de résidence
- Visa pour recherche
- Visa pour études
- Visa de transit aéroportuaire
- Visa de transit
- Visa de transport
- Visa touristique
- Visa de vacances-travail
- Visa de volontariat

En Italie, le permis de séjour (régé par l'article 5 du décret législatif n° 286 du 25 juillet 1998 - Texte unique des dispositions concernant la réglementation de l'immigration et règles sur la condition de l'étranger) est délivré par la préfecture de police compétente selon la province où se trouve l'étranger.

Il représente le titre qui atteste et autorise la présence régulière de l'étranger sur le territoire italien : c'est une condition préalable à la demande de résidence à moyen ou long terme sur le territoire italien.

Ce permis permet d'exercer les activités qui y sont indiquées, permettant l'accès aux services reconnus aux étrangers, ainsi que l'inscription à l'état civil et la délivrance de la carte d'identité et du numéro d'identification fiscale, nécessaire pour accéder aux soins de santé.

Le permis de séjour travailleur est délivré après la conclusion du contrat de séjour travailleur. Sa durée est celle prévue par le contrat de séjour et ne peut en aucun cas dépasser :

- neuf mois pour un ou plusieurs contrats de travail saisonnier ;
- un an pour un contrat de travail salarié à durée déterminée ;
- deux ans pour un contrat de travail salarié à durée indéterminée.

Enfin, le Comité a demandé de fournir les données relatives aux titres de séjour pour travail indépendant et salarié, accordés ou refusés, en réponse aux demandes présentées par les ressortissants de pays hors UE/EEE (Espace économique européen), membres de la Charte (Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Fédération de Russie, Géorgie, République de Moldavie, Monténégro, Serbie, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Turquie et

Ukraine), en précisant également si les permis ont été délivrés pour la première fois ou renouvelés. Il demande également d'indiquer le taux de refus de ces permis.

Le tableau ci-dessous présente les données relatives aux permis de séjour, pour travail salarié et indépendant, délivrés aux ressortissants étrangers qui en ont fait la demande à titre de première délivrance, de renouvellement ou de séjour de longue durée, par nationalité des demandeurs, pour les années 2015, 2016 et 2017 (au 31 juillet 2017).

PAESI	2015			2016			2017 (al 31/07/2017)		
	LAVORO SUBORDINATO			LAVORO SUBORDINATO			LAVORO SUBORDINATO		
	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	SOGGIORNO DI LUNGO PERIODO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	SOGGIORNO DI LUNGO PERIODO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	SOGGIORNO DI LUNGO PERIODO
ALBANIA	265	25744	14602	167	22680	12896	76	13939	8236
ARMENIA	1	56	27		45	22		39	18
AZERBAIGIAN		11	8	1	11	6		6	2
BOSNIA ED ERZEGOVINA	16	826	722	2	668	515	6	381	310
GEORGIA	36	3615	1572	6	3915	1668	1	1770	840
MACEDONIA	22	3552	2293	13	3038	1832	6	1835	1076
MOLDAVIA	83	15006	9286	41	11442	8382	17	5923	5394
MONTENEGRO	1	76	40	2	66	34		45	22
RUSSIA	65	3032	1599	41	2342	1545	14	1253	903
SERBIA	42	1662	1187	13	1431	872	12	842	571
TURCHIA	19	1191	588	12	1051	466	6	616	308
UCRAINA	482	30980	18766	105	23684	16534	39	14001	9334
PAESI	2015			2016			2017 (al 31/07/2017)		
	LAVORO AUTONOMO			LAVORO AUTONOMO			LAVORO AUTONOMO		
	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	SOGGIORNO DI LUNGO PERIODO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	SOGGIORNO DI LUNGO PERIODO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	SOGGIORNO DI LUNGO PERIODO
ALBANIA	11	4006	2617	10	3222	2109	5	1924	1386
ARMENIA		12	5		12	6			1
AZERBAIGIAN		7	3		8	3		3	
BOSNIA ED ERZEGOVINA	1	210	96		193	73		111	57
GEORGIA	1	53	12	1	49	14		20	8
MACEDONIA		451	305	1	380	189	2	206	145
MOLDAVIA	2	603	359	4	448	341	2	280	185
MONTENEGRO		42	15		31	11	1	17	4
RUSSIA	127	607	186	101	591	200	62	338	105
SERBIA	5	332	178	3	276	136	2	162	58
TURCHIA	2	453	196	3	456	170	9	265	136
UCRAINA	15	801	418	13	640	324	8	383	224

Fonte: Ministero dell'interno - Dipartimento della pubblica sicurezza - direzione centrale dell'immigrazione e della polizia delle frontiere
Source: Ministère de l'Intérieur – Département de la sûreté publique – direction centrale de l'immigration et police des frontières

Légende :

Lavoro subordinato = travail salarié

Primo soggiorno = première délivrance

Rinnovo soggiorno = renouvellement

Soggiorno di lungo periodo = séjour de longue durée

Lavoro autonomo = travail indépendant

Paesi = Pays

Albania = Albanie

Armenia = Arménie

Azerbaijan = Azerbaïdjan

Bosnia ed Erzegovina = Bosnie-Herzégovine
 Georgia = Géorgie
 Macedonia = Ancienne République yougoslave de Macédoine
 Moldavia = République de Moldavie
 Montenegro = Monténégro,
 Russia = Fédération de Russie
 Serbia = Serbie
 Turchia = Turquie
 Ucraina = Ukraine

Le tableau suivant présente en revanche le taux de refus de ces permis.

PAESI	2015		2016		2017 (al 31/07/2017)	
	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO
ALBANIA	7,34%	1,12%	15,65%	1,23%	17,39%	1,04%
ARMENIA	0%	0%	-	0%	-	0%
AZERBAIGIAN BOSNIA ED		0%	0%	0%	-	14,28%
ERZEGOVINA	5,88%	0,72%	0%	1,03%	0%	1,55%
GEORGIA	0%	0,49%	40%	0,35%	83,33%	0,39%
MACEDONIA	8,33%	0,39%	0%	0,58%	14,28%	0,43%
MOLDAVIA	2,35%	0,27%	6,81%	0,55%	22,72%	0,75%
MONTENEGRO	0%	1,29%	33,33%	0%	-	0%
RUSSIA	1,51%	0,45%	2,38%	0,63%	12,50%	0,31%
SERBIA	6,66%	0,77%	13,33%	0,83%	0%	0,59%
TURCHIA	0%	0,75%	0%	1,12%	14,28%	1,12%
UCRAINA	0,82%	0,20%	7,07%	0,30%	17,02%	0,22%
TOTALE	3,36%	0,55%	11,76%	0,70%	19,28%	0,64%

PAESI	2015		2016		2017 (al 31/07/2017)	
	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO	PRIMO SOGGIORNO	RINNOVO SOGGIORNO
ALBANIA	8,33%	2,22%	9,09%	2,24%	44,44%	2,48%
ARMENIA	-	0%	-	7,69%	-	-
AZERBAIGIAN	-	0%	-	0%	-	25,00%
BOSNIA ED ERZEGOVINA	0%	2,77%	-	2,52%	-	2%
GEORGIA	0%	1,85%	0%	2%	-	0,00%
MACEDONIA	-	3,63%	0%	3,06%	50%	1,90%
MOLDAVIA	33,33%	0,98%	20%	1,32%	0%	2%
MONTENEGRO	-	2,32%	-	3,12%	50%	0,00%
RUSSIA	0%	0,49%	0%	1,17%	0%	0,58%
SERBIA	0%	2,06%	82,35%	4,82%	33,33%	2,99%
TURCHIA	0%	1,94%	82,35%	2,97%	0%	0,74%
UCRAINA	6,25%	0,74%	40,90%	1,38%	0%	1,03%
TOTALE	9,67%	1,90%	54,16%	2,23%	44,44%	1,97%

Fonte: Ministero dell'interno - Dipartimento della pubblica sicurezza - direzione centrale dell'immigrazione e della polizia delle frontiere
 Source : Ministère de l'Intérieur – Département de la sûreté publique – direction centrale de l'immigration et police des frontières

Légende :

Lavoro subordinato = travail salarié
 Primo soggiorno = première délivrance
 Rinnovo soggiorno = renouvellement
 Lavoro autonomo = travail indépendant
 Paesi = Pays
 Albania = Albanie
 Armenia = Arménie

Azerbaïgian = Azerbaïdjan
Bosnia ed Erzegovina = Bosnie-Herzégovine
Georgia = Géorgie
Macedonia = Ancienne République yougoslave de Macédoine
Moldavia = République de Moldavie
Montenegro = Monténégro,
Russia = Fédération de Russie
Serbia = Serbie
Turchia = Turquie
Ucraina = Ukraine
